

d é p e n d a n c e s

Mai 04 • no 22

Editorial

1 Corine Kibora-Follonier

Situation de la réduction des risques en milieu festif en Europe... et en Suisse

2 Nicolas Pythoud

La prévention de l'usage de drogues en milieux festifs : des outils politiques ?

6 Alain Vanthournhout

Association Prevtech

11 Alexandra Rubin

Enquête en milieu techno : profils de consommation, prise de risque et accès à l'aide

16 Léonie Chinet, Mathieu Bernard, Philippe Stéphan et Alexandra Rubin

Eve&Rave Suisse

22 Roger Ligenstorfer

Conseil et analyse de substances lors des soirées techno zurichoises – un compte-rendu d'expériences

26 Donald Ganci

Partydrugs– Technobeat Prévention et réduction des risques sur la scène techno

30 Eric Moser et Alwin Bachmann

Aware Dance Culture : Interventions préventives de pairs dans le milieu techno

34 Karin Rüfenacht et Alwin Bachmann

**Faire face
au dopage
festif**

Adresse des éditeurs

Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies, ISPA, Ruchonnet 14, case postale 870, 1001 Lausanne

Groupement romand d'études sur l'alcoolisme et les toxicomanies, GREAT, Pêcheurs 8, case postale 638, 1401 Yverdon-les-Bains

Rédaction

Rédacteurs:
Corine Kibora-Follonier, ISPA
Nicolas Pythoud, GREAT

Comité de rédaction:
Pierre-Yves Aubert
éducateur, Genève
Michel Graf
directeur ISPA
Étienne Maffli
psychologue, Lausanne
Jean-Dominique Michel
socio-anthropologue, Genève
Gérald Progin
responsable Espace Prévention, Aigle
Louis-Pierre Roy
enseignant EESP, Lausanne

Administration et abonnements

ISPA, case postale 870
1001 Lausanne
tél. 021 321 29 85
fax 021 321 29 40

Parution

3 fois par an

Abonnement

Frs. 45.- par an

Les articles signés n'engagent que leur auteur

Les titres et sous-titres sont de la rédaction

La reproduction des textes est autorisée sous réserve de la mention de leur provenance et de l'envoi d'un justificatif à la rédaction

Ligne graphique

Fabio Favini,
Romanel-sur-Morges

ISSN 1422-3368

Editorial

Marathons de danse, consommation de produits divers pour tenir le coup, le visage des soirées techno (ou rave parties) présente des similitudes avec les compétitions sportives et vibre au rythme généralement effréné de notre société de consommation. Ce mode de vie festif, qui par ailleurs, du moins à ses débuts, véhicule des valeurs positives de partage et de fraternité, est souvent synonyme de prise de risques: polyconsommation, surdoses, agression sonore, etc.

Dans les pages qui vont suivre, nous vous proposons, sept ans après le premier numéro de dépendances consacré à ce thème, un tour d'horizon des différentes actions de réduction des risques qui se sont développées en Suisse dans le milieu techno. Initiées par des groupes de pairs, ces actions sont aujourd'hui relayées par des professionnels du champ des dépendances; cette immersion sur le terrain a permis de réaliser de nouvelles enquêtes de consommation dans le canton de Vaud et en ville de Zürich, dont les résultats sont significatifs: les personnes qui consomment le plus sont aussi les plus jeunes et les moins bien informées. Le travail de sensibilisation est donc nécessaire, même s'il est en butte à un manque de soutien de la part des autorités. Par exemple, l'analyse de substances, une stratégie spécifique de la réduction des risques en milieu techno, se heurte à de vives résistances, comme en témoignent les associations de pairs telles Prevtech ou Eve&Rave.

En parallèle à ces actions de réduction des risques sur le terrain, tous

les acteurs plaident pour des mesures structurelles et une véritable volonté politique nationale afin de faire face au dopage festif des nuits helvétiques. Des initiatives cantonales mettent sur pied des collaborations efficaces entre les différentes instances concernées: une charte à l'intention des organisateurs, reprise à Zürich, a pu voir le jour grâce au groupe Night Life du GREAT. C'est dans cette direction aussi que s'oriente le travail de Canal J en Belgique, mettant en évidence la portée symbolique forte d'une prise en compte au niveau des instances décisionnelles de ce mouvement culturel et social que représentent les rassemblements technos. En encadrant, en fixant des règles précises et ciblées, les adultes donnent des points de repère à des jeunes en quête d'identité; à ce titre, les soirées techno peuvent être décodées comme un espace d'expression en dehors d'un quotidien parfois angoissant, où la musique techno et, parfois, les drogues, permettent une forme de transe à valeur rituelle, qui, en écho, interroge les valeurs de notre société.

*Corine Kibora-Follonier
ISPA*

Note: Pour approfondir la réflexion autour du mouvement techno, nous vous invitons à une lecture anthropologique du phénomène des rave parties, réalisée par le D^r Sueur, co-fondateur des missions raves de Médecins du Monde, et disponible à l'adresse suivante: http://www.fasd-brr-urd.ch/TEXTE/Text_Sueur.pdf

Situation de la réduction des risques en milieu festif en Europe... et en Suisse

Nicolas Pythoud,
GREAT

Au sein de la Communauté européenne, la question de la consommation des drogues synthétiques, de la prévention et de la réduction des risques est un sujet majeur de préoccupation. Sur le terrain, les réponses restent très inégales.

Contrairement à ses voisins européens, les autorités suisses ne semblent pas préoccupées par la consommation de psychostimulants, mises à part les autorités du canton de Berne et la Ville de Zürich. Les rares initiatives mises en place sur le terrain relèvent avant tout de la volonté de quelques structures et associations actives dans le domaine des dépendances. (Réd.)

Le discours politique

Selon le « Rapport annuel 2001 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne »¹, nous constatons une stabilisation de la consommation des drogues synthétiques au niveau européen. Toutefois, on observe encore des tendances à la hausse pour l'ecstasy dans quelques régions, certaines villes ou certains lieux de vacances. « Plus généralement, les zones urbaines où les cultures de jeunes se sont établies peuvent encore constituer un lieu d'ancrage et de développement des drogues récréatives »².

« L'analyse croisée des enquêtes qualitatives suggère que la consommation de drogues synthétiques s'est étendue au-delà des milieux « technos », vers les discothèques, les clubs et aussi vers les soirées privées. D'autres environnements ont également été signalés. Par exemple, en 1998, une étude a montré qu'en Grèce, 35% des étudiants consommateurs d'ecstasy ont pris cette drogue à l'occasion de matchs de football »³.

Ce rapport révèle également que les comportements de consommation ont évolué. La tendance n'est plus de consommer une drogue particulière plutôt qu'une autre, mais d'utiliser différentes drogues selon les besoins et les situations. « La plupart des pays

rapportent des modèles de consommation très changeants pour un large public consistant à expérimenter et/ou combiner différentes substances pour se – « défoncer » et/ou modérer les effets respectifs »⁴.

« L'usage combiné de différentes substances, licites et illicites, est un modèle de comportement commun chez les jeunes dont le mode de vie est festif (bars, discothèques, – raves, soirées techno et soirées privées) »⁵.

Sur le plan des risques pour la santé, ce même rapport relève que les informations à ce sujet sont rares et mal documentées. Cependant, les substances de type ecstasy peuvent être à l'origine de problèmes graves si, d'une part, elles sont associées à

d'autres drogues légales ou illégales et, d'autre part, si ces substances sont frelatées ou surdosées.

Les réponses européennes à la consommation de drogues synthétiques sont organisées suivant différents niveaux d'intervention :

«La prévention primaire vise principalement à fournir des informations sur les drogues synthétiques, généralement avec des campagnes d'information publiques et des interventions dans les écoles.

Les activités de réduction des risques/travail de proximité dans les lieux festifs comprennent des zones de repos, des tests de comprimés (testing), des tracts d'information et des bureaux sur le terrain. On relève également des initiatives «autogérées» dans le milieu de la techno qui visent à inclure des informations sur les drogues synthétiques et les substances associées dans diverses activités musicales.

L'information des consommateurs sur les risques de mélanger des substances (notamment l'alcool) et le dépistage rapide de nouveaux groupes à risque parmi les jeunes sont désormais considérés comme essentiels.

L'objectif des réponses sanitaires rapides est de fournir des informations ciblées sur la prévention qui permettent aux professionnels dans les salles d'urgence et les unités antipoison, aux médecins généralistes, aux agents de santé sur le terrain, etc., de détecter et de mieux répondre aux cas d'intoxication aiguë.»⁶

En conclusion, nous pouvons dire qu'au sein de la Communauté européenne la question de la consommation des drogues synthétiques, de la prévention et de la réduction des risques est un sujet majeur de préoccupation :

«Dans les lieux de loisirs nocturnes, la consommation de substances psychoactives est essentiellement motivée par la recherche du plaisir. La réduction des risques auxquels



www.trance-eh.com

s'exposent un nombre croissant de jeunes de l'Union européenne qui s'adonnent à ces substances dans de tels lieux figure parmi les préoccupations essentielles des politiques aux niveaux local, national et international» peut-on lire dans la revue bimestrielle Briefing 6, novembre - décembre 2002 de l'O.E.D.T.

De fait, une résolution du Conseil et des représentants des Etats membres sur la prévention de l'usage récréatif de drogues⁷ a synthétisé les points ci-dessus et invité les Etats membres à :

1. Prendre en considération l'importance d'informations interactives et bien ciblées destinées au public en général et aux jeunes en particulier ;
2. Offrir un accès aisé à l'information, par exemple par le biais de l'Internet ;
3. Promouvoir des activités de loisirs alternatives ;
4. Réduire les risques de l'usage récréatif de drogues ;
5. Associer les familles et la société en général à la prévention de cet usage, en particulier par le biais des organisations de jeunesse ;

6. Promouvoir les programmes de prévention et les stratégies de communication basées sur les besoins particuliers de différents groupes-cibles ;

7. Enfin, poursuivre les efforts pour restreindre l'approvisionnement et la promotion des substances addictives parmi les jeunes, et donc pour réduire la demande.

De manière plus générale, le plan d'action de l'UE en matière de lutte contre la drogue (2000-2004) vise à «diminuer de manière significative, dans un délai de cinq ans, la prévalence de la consommation de drogues illicites ainsi que le recrutement de nouveaux consommateurs de drogues, particulièrement parmi les jeunes de moins de 18 ans».

L'UE cofinance également un projet porté par Techno Plus au nom du Réseau BASICS⁸ ayant pour objectif principal de «promouvoir une stratégie européenne de réduction des risques liée à l'usage des nouvelles drogues de synthèse en milieu festif, basée sur les associations d'éducation par les pairs issues du mouvement techno».

Plus précisément, les objectifs de ce projet sont :

- Optimiser le travail de terrain des associations sur les scènes techno, et notamment les scènes inaccessibles aux professionnels.
- Responsabiliser les organisateurs d'événements festifs sur la prévention de la santé des participants (clubs, raves, free parties, etc.).
- Favoriser l'émergence d'associations d'éducation par les pairs dans les régions ne bénéficiant d'aucune action de réduction des risques (UE et pays candidats).
- Créer un lien entre la recherche scientifique et les consommateurs de drogues.

En conclusion, nous constatons que, dans le discours politique européen, il existe une réelle volonté de coordonner les informations, les stratégies et les savoir-faire en matière de prévention et de réduction des risques en milieu festif. Cependant, comme nous le verrons dans la suite de ce chapitre, les réponses concrètes des Etats membres sont encore très différentes en fonction des volontés politiques nationales et locales, des législations et des moyens financiers mis à disposition des professionnels (recherche, interventions de terrain, etc.).

La réduction des risques sur le terrain

Il a été particulièrement difficile de trouver des informations précises concernant ce sujet dans la panoplie des rapports officiels européens. Ceci s'explique avant tout par le fait que de nombreuses activités de réduction des risques en milieu festif sont menées à l'échelle locale par des associations d'usagers et qu'elles sont parfois en marge des politiques nationales. Ces associations ont souvent été ou sont encore les précurseurs de la prévention et de la réduction des risques en milieu festif. Elles développent leurs actions selon le

modèle de la prévention par les pairs. D'autres organismes professionnels non gouvernementaux se sont également impliqués dans ce domaine, à l'image de Médecins du Monde en France.

Il est à noter que ce n'est que très tardivement que certains gouvernements membres de l'UE ont pris conscience de la nécessité de définir une politique gouvernementale dans ce domaine et parfois de soutenir financièrement les actions menées par ces précurseurs.

Concrètement, et parmi les stratégies d'intervention adoptées au sein de l'UE, la distribution d'informations sur les drogues et les problèmes sanitaires, juridiques et émotionnels liés aux drogues est celle qui recueille la préférence. Cette information est parfois dispensée à travers des interventions personnalisées, dans les discothèques ou les soirées rave, notamment par les pairs. Ces interventions sont généralement bien accueillies, car le groupe-cible considère que les intervenants sont bien informés et socialement acceptables.

L'analyse chimique des comprimés (le testing) dans le cadre des événements représente également une stratégie soutenue par certains pays européens (Allemagne, Autriche, Pays-Bas, France, Espagne, Royaume-Uni). Cette stratégie intéresse en premier lieu les consommateurs et consommatrices potentiels qui souhaitent être mieux informés sur la composition des substances qu'ils projettent de consommer. Pour les professionnels, outre le fait de pouvoir donner une information objective sur la composition des produits et sur les dangers qui peuvent en résulter (surdosage, présence de produits suspects, etc.), elle constitue également une occasion de discussion intensive avec les clients et permet ainsi d'adapter le discours de réduction des risques en fonction de chaque personne et/ou groupe de consommateurs.

Plus récemment, le Royaume-Uni a édicté des règles de base simples pour la sécurité dans les soirées festives. L'objectif est de réduire au minimum les risques les plus fréquents pour la santé en proposant entre autres de l'eau fraîche et des zones de récupération. Ces directives recommandent également de former du personnel pour les premiers soins, le contrôle des substances (testing) et la détection précoce des problèmes et de faciliter le travail des équipes de prévention et de réduction des risques. Cette stratégie a été reconnue comme la manière la plus directe de prévenir les méfaits de la consommation de drogues. Plusieurs pays européens ont également adopté des directives comparables, mais leur mise en œuvre par les propriétaires de clubs et les autorités locales reste très inégale.

... et en Suisse !

Force est de constater que la Suisse n'a pas, à ce jour, de politique nationale de réduction des risques en milieu festif. Cependant, le canton de Berne ainsi que la Ville de Zurich ont mis ou remis en place, récemment, une politique de réduction des risques en milieu festif. Cette politique se concrétise sur le terrain par le Streetwork Zurich et par le Streetwork Bienne de la Fondation Contact-Netz (Berne).

Il est à signaler le travail de pionnier réalisé depuis 1996 par l'Association Eve&T Rave, association de pairs, dans la scène techno en Suisse allemande. Cette association a également été l'instigatrice de la brochure «DRUGS – l'info sur les 'party drugs' !», réalisée en collaboration avec Eve&T Rave Berlin, le Bureau Suisse pour la réduction des risques liés aux drogues (BRR), l'Association Prevtech, Radix Tessin et le Streetwork Zurich. Cette brochure a été financée par l'OFSP par le biais du fonds d'impulsion du BRR.

En Suisse romande, seule l'Association Prevtech, association de pairs, déve-

loppe une activité régulière de prévention et de réduction des risques en milieu festif par le biais de stands d'information dans les clubs, discothèques et autres manifestations techno et ce, principalement dans le canton de Vaud. Dans les autres cantons romands, il n'existe aucune structure spécialisée dans ce domaine. Toutefois, différentes actions ponctuelles en soirées festives sont réalisées par des structures « traditionnelles » de prévention et d'aide aux personnes dépendantes. Par actions ponctuelles, il faut entendre ici des actions qui viennent en complément de leurs activités ordinaires dans le domaine des dépendances. Nous citerons ici l'Association Release à Fribourg, la Fondation trans-AT dans le Jura et la Fondation Contact dans le Jura bernois.

Ces structures, auxquelles il faut ajouter l'ISPA et le Streetwork de Bienne, se réunissent régulièrement au sein d'un groupe de travail du GREAT, la coordination « night life », dans le but d'échanger sur leurs expériences respectives et de développer du matériel d'information commun. Ce groupe a également pour objectif de sensibiliser les autorités politiques ainsi que les propriétaires de clubs et de discothèques

aux problèmes posés par la consommation de psychostimulants lors des soirées festives.

Dans cette optique, ce groupe de travail a rédigé une « charte à l'intention des organisateurs de soirées festives ». Cette charte s'adresse à tous les organisateurs-trices, professionnels-le-s ou bénévoles, désireux-ses d'organiser des soirées et des événements techno selon un code déontologique prônant le respect des personnes concernées et souhaitant mettre en place des moyens de prévention et de réduction des risques. Cette charte et les textes qui l'accompagnent leur donnent des informations sur la culture techno, sur les concepts de prévention et de réduction des risques dans ce milieu ainsi que sur les conditions optimales d'organisation de manifestations de soirées par le biais d'une check-list.

Pour terminer ce petit tour d'horizon, nous relevons encore l'existence d'un groupe de travail au niveau national, la coordination night life CH, réunissant des représentants du groupe romand, différentes structures suisses alémaniques, l'ISPA, le BRR et une représentante de l'OFSP. Ce groupe poursuit des objectifs similaires à ceux du groupe romand.

Notes

¹ Rapport annuel sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne, Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, 2001

² Rapport cité, p. 47

³ Rapport cité, p. 47

⁴ Rapport cité, p. 48

⁵ Rapport cité, p. 49

⁶ Rapport cité p. 50-51

⁷ Conseil de l'Union européenne, Codrogue 36, 7971102, Bruxelles, 15.04.2002

⁸ Le réseau BASICS est composé des associations Eve&Rave-Berlin, Eve&Rave-Suisse, Le Tipi- Marseille, Safe Party People-Frankfurt et Techno Plus-France.

Alain
Vanthourhout,
psychologue à
Canal J,
psychothérapeute
systémique

En déplaçant la démarche préventive à l'échelon des décisions politiques, en matière de règlements d'ouverture des mégadancings par exemple, c'est une prise en compte par l'ensemble de la société de ce phénomène qui s'opère, instaurant un échange entre des adultes qui donnent des repères à des jeunes en quête de sens. (Réd.)

La prévention de l'usage de drogues en milieux festifs : des outils politiques ?

Introduction

Prévenir les effets de l'usage de drogues implique souvent l'envoi de messages aux usagers ou aux usagers potentiels. Il s'agit de communiquer à ceux-ci les effets des psychotropes, les risques encourus, lors de rencontres individuelles ou en groupe ou encore lors de campagnes d'informations de masse.

En termes de santé communautaire, nous croyons qu'il est également indispensable d'interpeller les pouvoirs publics ainsi que d'autres structures adultes, nous pensons aux exploitants d'établissements où se rencontrent les jeunes, sur les conditions à mettre en œuvre pour limiter ou réduire les effets de certaines consommations de psychotropes en milieu festif. C'est le constat que nous avons fait après des interventions répétées en mégadancings en Belgique francophone.

Un peu d'histoire...

En 1995, Canal J¹, un service d'aide aux jeunes en Communauté française de Belgique, est interpellé par les autorités judiciaires et des enseignants à propos de comportements de jeunes qui fréquentent les mégadancings de la région.

Le Hainaut occidental offre la particularité de regrouper une partie importante des dancings de la Belgique francophone. Les services de police évaluent à 12 000 le nombre de jeunes qui sillonnent chaque week-end les mégadancings de la région dont les trois principaux peuvent accueillir simultanément 14 000 personnes. La proximité de la France, où la fiscalité des discothèques est plus lourde, favorise ces implantations de notre côté de la frontière et cette transhumance de «clubbers²» français.

En nous interpellant, ces intervenants mettaient en évidence les

risques potentiels pour ces milliers de jeunes qui se retrouvaient chaque semaine dans les discothèques. Ils faisaient un double constat. D'une part, ces discothèques constituaient un espace où il était facilement possible de se procurer des drogues de synthèse comme l'ecstasy et le speed. Ce constat s'appuyait sur l'importance des produits saisis par les polices. D'autre part, les enseignants mettaient en lumière combien les débuts de semaines semblaient difficiles pour des jeunes qui avaient passé une partie de leur week-end dans ces discothèques. Ils manquaient de concentration ou même souvent étaient absents de l'école.

L'équipe de Canal J n'était pas compétente en discothèques et son travail de prévention à l'usage de drogues s'appliquait principalement au milieu scolaire. Notre action préventive vise au bien-être des jeunes dans les différents aspects de leur vie :

affective, familiale, scolaire, de loisirs etc. et donc elle n'est pas limitée aux questions d'usage de drogues.

Aussi, il nous a fallu nous immerger durant de multiples soirées dans les mégadancings pour s'imprégner de la culture de ces discothèques et comprendre leur fonctionnement.

Nous avons également cherché à rencontrer des services qui effectuaient déjà ce travail de prévention en discothèque pour nous inspirer de leur modèle. C'est dans ce contexte que nous avons passé quelques jours au sein de l'association «life line» à Manchester.

Au terme de ces moments d'immersion et de réflexions à partir du modèle anglais, il nous a semblé incontournable de nous inspirer du concept de réduction des risques pour développer un véritable travail de rencontre des usagers de discothèques qui puisse être préventif.

Grâce à des subsides européens et de la Communauté française de Belgique, nous avons mis en place une équipe franco-belge de prévention. Nous avons établi un partenariat avec l'AIDE, service d'aide aux toxicomanes, établi à Lille³. Ensemble, nous avons constitué une équipe de trois éducateurs et d'un psychologue pour

intervenir chaque week-end au sein de ces discothèques. Deux travailleurs sociaux se sont relayés chaque samedi soir entre 23h et 5h du matin alternativement au sein de ces trois mégadancings.

Nous y avons installé une table d'information qui rendait visible notre présence et délimitait un espace de rencontre. Sur cette table, nous présentions des documents d'information sur les drogues de synthèse en terme de réduction des risques. Nous avons participé à la conception de certains documents avec d'autres associations belges. D'autres étaient réalisés par des associations françaises de ravers (Spiritek et Techno plus). Ils étaient destinés particulièrement au public amateur de musique techno.

Nous avons fait rapidement le constat que notre démarche répondait à une attente de ces jeunes. Notre table devenait un lieu d'échange sur ces drogues de synthèse, avec nous mais aussi entre jeunes clients de ces boîtes de nuit. Ces échanges produisaient des réflexions qui pouvaient conduire à une prise de distance face à ces psychotropes et donc à une meilleure gestion de ceux-ci.

Ce travail, nous l'avons accompli avec un comité d'accompagnement

franco-belge composé de personnes compétentes en matière de drogues, de toxicologie, de pharmacie, de sociologie, de psychologie et de criminologie. Ce groupe a constitué un véritable laboratoire d'analyse du processus mis en place et de l'évaluation de celui-ci. Il a émis des constats révélateurs.

Des constats

Ce travail de prévention était et demeure pénible par les conditions dans lesquelles il doit s'opérer. Il s'agissait de se mettre à l'écoute des jeunes en pleine nuit, dans un contexte inconfortable vu la puissance sonore de la musique techno en discothèque, vu la tabagie ambiante, la multiplication des stimulis lumineux. Il nous fallait rencontrer des jeunes qui tous n'avaient plus la capacité d'échanger étant donné les effets des produits ou en raison de l'état de fatigue dans lequel ils se trouvaient. Si les jeunes, par leurs demandes, facilitaient les rencontres, le contexte environnant épuisait les travailleurs impliqués dans le travail. Le comité d'accompagnement mettait aussi en évidence combien il était délicat d'impliquer les patrons de ces discothèques dans cette prévention. Ils étaient des partenaires incontournables car, sans eux, impossible de disposer d'un libre accès à leurs complexes ni de pouvoir installer une table d'information correcte et avec un minimum de confort c'est-à-dire ni trop loin ni trop près des pistes de danse. Mais nous risquions aussi d'être instrumentalisés par eux.

Tout au long des deux ans de présence au sein de ces mégadancings, nous avons été amenés à des concertations et même des « négociations » avec ces patrons. L'ambiance se modifiait au gré de leurs humeurs et de leur disponibilité. Parfois, notre travail était perçu comme un signe positif pour eux, un gage de leur honorabilité et de leur souhait d'être des partenaires de prévention. A d'autres moments, notre présence apparaissait comme une menace soit



de découvrir qu'effectivement leur établissement constituait un espace de consommation de drogues, soit d'éclairer des pratiques douteuses et donc risquées pour eux. Mais une telle hypothèse n'a jamais pu être confirmée.

Des constats aux conclusions

Cette immersion de trois ans au sein des mégadancings du Hainaut occidental devait laisser des traces et si la présence au sein des mégadancings s'achevait en 1999 avec le terme de la subvention européenne et, ne le cachons pas, suite à l'épuisement de l'équipe d'intervention, nos autorités de tutelle souhaitaient que cette expérience fasse l'objet d'une publication.

C'est ainsi que toute cette démarche a été consignée dans un ouvrage paru en 2001 intitulé : «Techno, rêves...et drogues?»⁴

Ecrire ce livre, c'est déjà conceptualiser l'expérience, c'est prendre une distance avec elle. Si l'un d'entre nous acceptait d'y consacrer une part non négligeable de son temps, c'est toute l'équipe de Canal J, celle de l'AIDE ainsi que les membres du comité d'accompagnement qui ont participé à l'élaboration du document. Celui-ci a fait l'objet de nombreuses relectures qui l'ont enrichi et lui ont donné une assise collective. Il se terminait par des conclusions dont certaines devenaient des recommandations tant à propos du respect de certaines conditions pour l'efficacité de la transmission du message qu'en terme de mesures collectives à prendre afin de limiter les effets négatifs pour les jeunes qui fréquentent les discothèques.

Les administrations de tutelle ont non seulement accepté de financer l'écriture de cette démarche mais elles ont également assuré sa diffusion en distribuant le livre à de nombreux services de prévention de la Communauté française de Belgique. Elles ont également voulu le faire parvenir à des décideurs politiques tant fédéraux que locaux.

Les conclusions de cet ouvrage ont été reprises par les médias qui les ont relatées et ont ainsi attiré l'attention de certains responsables politiques. Ceux-ci nous ont alors demandé d'explicitier ces conclusions et de réfléchir avec eux sur les moyens de les mettre en œuvre.

Des conclusions à mettre en œuvre

Deux types de conclusions ont interpellé ces hommes politiques, les unes d'ordre de salubrité publique, d'autres concernant davantage des conditions de moindre risque pour les clubbers.

La constat le plus significatif s'appliquait aux heures d'ouvertures des discothèques. Nos conclusions éclairaient les risques liés à de trop longs temps d'ouverture. En montrant que certaines discothèques ouvraient leurs portes le samedi à 23h pour les fermer le lundi matin à 9h soit plus de 36 heures plus tard, nous mettions en évidence les risques que prenaient les jeunes pour profiter pleinement de cette «largesse». Il devenait incontestable qu'ouvrir aussi longtemps constituait une incitation à prendre un remontant du type ecstasy pour tenir le coup. Il apparaissait tout autant avéré qu'un jeune qui reprenait sa voiture après un tel marathon de danse et de musique ne disposait plus de toutes ses aptitudes à conduire. La non réglementation de ces heures d'ouverture posait question à des édiles communaux.

D'autres ministres en charge de la santé (il y en a plusieurs en Belgique, Etat fédéral avec différents niveaux de pouvoirs) prenaient conscience de la nécessité de réglementer les conditions de fonctionnement de ces discothèques. Ils adhéraient à certaines de nos conclusions comme la nécessité de mettre à la disposition des jeunes clients des discothèques des fontaines d'eau, des salles de relaxation, de la nécessité également de renouveler un air vicié par une

tabagie importante, de limiter la surchauffe de certains locaux, d'appliquer la loi sur les nuisances sonores (limites en décibel).

Ils comprenaient également qu'il faille donner par voie de loi ou de décret libre accès à l'intérieur des discothèques pour des équipes de prévention agréés afin d'éviter des tractations interminables et «énergivores» avec leurs patrons.

Des comités de riverains des mégadancings nous invitaient à leurs réunions et organisaient des conférences sur le thème avec un objectif différent du nôtre mais qui le rejoignait : celui d'assurer la tranquillité nocturne des voisins des dancings.

Pour alimenter le débat, nous avons pris l'habitude de relever, dans la presse locale, les accidents mortels ou avec blessés graves impliquant des jeunes lors des nuits et à la fin des week-ends. A l'annonce d'un nouveau marathon techno (48 heures non stop), nous avons alerté les autorités judiciaires et nous avons fait appel à un quotidien régional pour qu'il publie une lettre ouverte adressée au bourgmestre⁵ de la ville où était situé le mégadancing organisateur.

L'APUD⁶ (atelier de prévention de l'usage de drogues) se saisissait de la problématique. Sa présidente anima de nombreuses réunions de l'atelier parfois consacrées exclusivement à l'étude de textes ainsi qu'à la stratégie à mettre en place pour faire évoluer la législation en cette matière.

Le débat sur la limitation des heures d'ouverture des discothèques se développait. La télévision régionale organisait un débat en y conviant les autorités locales, policières, judiciaires, les patrons des discothèques ainsi que des jeunes et les organismes de prévention.

Un bourgmestre, après concertation générale avec ses concitoyens, les patrons, les autorités, les organismes de prévention, prenait un arrêté de police qui imposait la fermeture des discothèques situées sur le territoire de sa commune à 8h le matin.

Il encourageait ses collègues des autres communes à prendre des mesures identiques. Ceux-ci exprimaient des réserves, craignant des plaintes en justice des patrons de boîtes de nuit avec comme résultat non seulement l'annulation de leurs décisions mais aussi le paiement de dommages et intérêts.

C'est dans ce contexte, un rien polémique, que des députés de notre région rédigeaient un projet de loi qui serait d'application sur le territoire belge pour réglementer ces heures d'ouvertures des dancings. La presse nationale y consacrait de nombreux articles, les différents partis politiques prenaient position, des ministres venaient s'enquérir sur le terrain de la réalité. Des juristes tentaient de construire un texte de loi inattaquable. Une commission de la Chambre des représentants étudiait ce projet de loi et invitait de nombreux experts à exprimer leurs points de vue. Lors d'une de ces réunions où nous⁷ étions accompagnés de bourgmestres, d'un procureur du Roi, de responsables policiers, nous avons eu le sentiment d'emporter l'adhésion des députés présents.

Effectivement, quelques jours plus tard, la chambre votait facilement un texte qui enjoignait toutes les discothèques à fermer à 8h le matin et à prévoir un minimum de 8 heures entre la fermeture et une nouvelle ouverture.

Ce vote relançait la discussion. Des partis remettaient leur position en question, arguant de la liberté du commerce ou celle des jeunes à faire la fête. Le Sénat s'emparait du texte, l'amendait, ce qui impliquait un retour vers la première Chambre. L'approche des élections empêchait une nouvelle lecture du projet de loi qui devenait caduque.

Il faudra reprendre ce travail de conscientisation. Cependant, cette médiatisation fournissait des arguments aux bourgmestres locaux qui prenaient tous un arrêté identique pour limiter les heures d'ouvertures des discothèques de notre coin du Hainaut.

Le permis d'environnement⁸ : voie d'accès vers un mieux être en discothèque

Comme nous le notions, la réduction des risques en discothèque suppose la mise en œuvre de règles de fonctionnement à l'intérieur de ces établissements.

Nous avons dès lors encouragé les bourgmestres du Hainaut occidental à mettre sur pied une conférence qui les rassemblerait. Nous leur avons suggéré d'utiliser le nouveau permis d'environnement pour imposer aux patrons des discothèques des conditions qui renforcent le bien-être de leurs clients.

Sans rentrer dans les détails, le permis d'environnement, loi régionale, a comme objectif général de veiller à ce que les activités, qu'elles soient publiques, industrielles ou liées aux loisirs, respectent une série de règles qui contribuent au respect de l'environnement et au bien-être des citoyens en particulier.

Les lieux de loisirs comme les cinémas, les salles de sports et aussi les discothèques constituent un ensemble pour lequel le législateur définit des conditions particulières à respecter pour obtenir ce permis d'environnement (qui correspond à un permis d'exploiter une discothèque dans le domaine qui nous occupe).

Ce décret de la région wallonne est récent et les conditions particulières pour la catégorie dans laquelle se situent les mégadancings n'ont pas encore été édictées. Cela nous a permis de suggérer à ces bourgmestres qu'ils avaient la possibilité de demander au ministre d'introduire comme conditions particulières les dispositions dont nous avons fait écho : fontaine d'eau, salle de repos, détecteur de fumée, libre accès aux équipes de prévention etc.

Ces bourgmestres ont mis sur pied une commission qui a étudié ce permis pour concrétiser les conditions particulières à mettre en œuvre. Cette commission était composée de représentants de bourgmestres, de fonctionnaires juristes et environnementalistes, de policiers, du parquet

ainsi qu'un travailleur de prévention. Elle a étudié les textes légaux et s'est appuyée sur ceux-ci pour rédiger les conditions à imposer aux patrons des discothèques avant d'obtenir le permis d'exploiter leur établissement. Outre nos conditions, ils ont proposé l'installation de portiques qui déterminent le nombre de clients présents à l'intérieur de la boîte de nuit, ceci afin d'éviter un surnombre.

Un texte définitif a été rédigé mais il n'a pas été validé par l'ensemble des bourgmestres, ceux-ci ne s'étant plus réunis. Le ministre de l'environnement n'a jamais manifesté beaucoup d'intérêt pour l'établissement de ces conditions. C'est pourquoi nous avons également sollicité des députés régionaux en leur demandant d'interpeller ce même ministre. Jusqu'à aujourd'hui en pure perte.

Un bourgmestre a cependant utilisé le travail de la commission pour imposer des conditions spécifiques à un mégadancing situé sur son territoire et qui a demandé le renouvellement de son permis. Toutes les conditions potentielles n'ont pas été imposées mais un premier pas a été franchi.

Qu'en conclure ?

L'usage de drogues que ce soit celui des drogues de synthèse ou d'autres comme le cannabis s'inscrit dans la culture d'aujourd'hui. Les sondages et autres enquêtes démontrent l'accroissement du nombre d'usagers. Cette réalité s'impose ainsi que l'inefficacité des politiques répressives mises en œuvre antérieurement. Ces constats justifient sans doute l'approche préventive par la gestion des risques et la réduction des dommages liés à la consommation de drogues.

L'usage festif de psychotropes s'inscrit dans un modèle culturel qui légitime un peu plus ces consommations au cours de fêtes, même si celles-ci existent depuis la nuit des temps. Accepter ces constats conduit à une autre approche préventive plus collective, plus globale.

En impliquant les décideurs politiques dans cette démarche, en les interpellant pour qu'ils édictent des règlements qui soient favorables à la santé des usagers, nous pouvons avancer dans deux directions.

Effectivement, ces règles, que ce soit la limitation des heures d'ouvertures des discothèques ou les conditions à respecter par leurs patrons à l'intérieur de celles-ci, ne pourront qu'avoir un effet positif dans le sens d'une diminution des effets nocifs des consommations.

Mais ce qui nous motive encore davantage, ce sont les impacts du débat tant sur les usagers eux-mêmes que sur leur entourage. La médiatisation actuelle et future de ce débat offre une tribune pour ceux qui croient que la prévention passe par une prise de conscience des comportements qui peuvent conduire à réduire ces risques. Per-

mettre à des jeunes d'élaborer des attitudes responsables de gestion de leur consommation, c'est sans doute aussi leur donner les moyens de prendre une distance avec ces produits. Cette prise de distance peut amener, pour ceux qui la recherchent, à une abstinence. C'est ce qu'ont exprimé des jeunes au cours de rencontres où ils abordaient le cours de leurs consommations.

Ces réflexions contribuent enfin à faire de tous les acteurs du champ éducatif de véritables intervenants préventifs. Ce n'est plus la connaissance des produits qui prime mais bien le discours à adresser aux jeunes. Sans banalisation ni dramatisation, des échanges entre ces jeunes et des adultes peuvent mener à l'établissement de repères. C'est sans doute un des résultats de la transmission intergénérationnelle.

Notes

¹ Equipe d'aide en milieu ouvert situé à Tournai, 19 rue du Château et agréée comme service d'aide à la jeunesse. Tél : 003269842644. Courriel : canalj.amo@infonie.be

² Clients des mégadancings et autres discothèques techno

³ AIDE, 9, Rue du Cirque, 59000 Lille

⁴ Alain Vanthournhout (2001), *Techno, rêves... et drogues?*, De Boeck et Belin, coll. Comprendre

⁵ responsable en chef de la commune, l'équivalent d'un maire en France

⁶ Cet atelier s'est constitué dans le cadre de la ville de Tournai et regroupe tant des acteurs du monde associatif que des travailleurs communaux, des membres du Parquet et de différents services d'aide aux jeunes. Il est une interface entre les acteurs sociaux et les décideurs politiques.

⁷ La présidente de l'APUD et le psychologue de Canal J

⁸ Décret de la région wallonne de Belgique

Alexandra
Rubin,
présidente de
l'association
Prevtech

Cette association de pairs, présente depuis 1999 dans les soirées techno de Suisse romande, axe son action sur la réduction des risques et la diffusion d'informations, tout en établissant des collaborations avec les intervenants en toxicomanie, les autorités politiques, les organes de financement et le milieu médical. Portrait. (Réd.)



Association Prevtech

Prevtech est active dans le milieu techno de Suisse romande, plus particulièrement du canton de Vaud. L'association a été fondée en 1999 par quatre jeunes et un travailleur social issus du milieu. Face à la réalité de l'usage de produits, l'implantation de stands d'informations dans les soirées techno avait pour but de mener une action de prévention et de réduction des risques en s'appuyant sur les valeurs positives de ce mouvement, la tolérance et la convivialité, dans un milieu réceptif où la transmission et la récolte d'informations circulent facilement.

L'association a connu un essor rapide: elle a su se faire accepter par les organisateurs et le public des soirées techno et la fréquence des stands s'est vite accrue. En amont des stands, les membres actifs ont pu

développer des outils et des moyens afin d'améliorer la qualité des interventions de prévention et de réduction des risques et promouvoir un réseau de santé communautaire propre au milieu, notamment grâce au soutien de professionnels dans le champ des toxicodépendances.

Les deux premières années, l'association a pu se développer principalement grâce au soutien financier de la commune de Prilly et de l'aide au démarrage du BRR¹. Afin d'assurer la continuation de l'action de Prevtech et faire face à l'augmentation des demandes de stands et des membres,

Jun 99 Nov. 99	Phase pilote Constitution de l'association	5 initiateurs	11 stands
2000	Essor des activités	15 membres	28 stands
2001	Consolidation 1 ^{ers} départs de membres fondateurs. Volonté de professionnaliser	22 membres	34 stands
2002	Pas touché le budget, fonctionnement sur les actifs 2001 Usure et démotivation	22 membres	23 stands
2003	Touché budget 2002 Relance des activités Professionnalisation en cours	18 membres dont 2 fondateurs	11 stands

le comité a dépensé beaucoup d'énergie à la recherche de nouveaux modes de financements. Avec la volonté de consolider et de renforcer la structure, le budget 2002 comprenait la création de postes de travail pour assurer la gestion de l'association. En effet, l'ampleur prise par l'action ne permettait plus un fonctionnement uniquement basé sur l'engagement des bénévoles. Les demandes pour 2002 se sont concrétisées en janvier 2003, ce qui a occasionné au niveau des membres une certaine démotivation et un retard dans le développement des projets et de la structure. Ainsi l'association a connu une baisse dans ses activités. Dès 2003, le comité s'est réorganisé et s'est principalement consacré à la mise en place du poste d'employé de commerce à 30% et du poste de coordination de l'association. La situation ayant évolué, ce dernier a été réparti en partie en heures pour les membres du comité qui ont les compétences requises pour la coordination de l'association, et le reste constitué en réserve pour un mandat plus spécifique à durée déterminée. En effet, en l'état actuel, il n'est pas possible de garantir une pérennité d'un éventuel poste de travailleur social. La relance des activités de Prevtech et la consolidation de la base prennent du temps, ainsi l'employé de commerce est entré en fonction début 2004. Il est à souligner, malgré quelques difficultés financières, que l'association Prevtech a connu un processus normal d'évolution d'une association qui passe d'une phase de création à une phase de consolidation, ce qui demande un renouvellement des ressources humaines et une vision sur le long terme.

Il apparaît d'autant plus important de maintenir une action de prévention dans le milieu techno à l'heure actuelle. Les soirées techno sont de plus en plus prisées et les nouveaux modes de consommation de produits psychostimulants en constante évolution². L'association, même en faisant 2 stands par nuit sur deux jours, ne couvrirait pas l'ensemble des soirées se tenant sur un week-end.

Grâce à l'expérience acquise et au soutien du réseau de professionnels constitué autour de l'association,

1° Prévenir et réduire les risques

La présence du stand sur site permet de sensibiliser le public aux problématiques suivantes :

Prévenir	Réduire les Risques
L'usage abusif de substances psychoactives, la méconnaissance des produits, les «Bad trips».	Information sur le dosage du produit, les conditions de l'usage. (Fractionner les doses, espacer les prises, etc.)
Déshydratation et hyperthermie	Distribution d'eau
Infections: VIH/VHC-MST	Distribution de préservatifs
Protection auditive	Distribution de tampons auriculaires
Marché noir et composition aléatoire	Fournir des résultats d'analyses

2° Rechercher et diffuser de l'information

Dans le but d'offrir des informations adaptées au public du milieu techno dix-neuf prospectus infos-conseils ont été édités. Axé sur la réduction des risques, ceux-ci sont destinés à la prévention secondaire et viennent compléter l'offre déjà existante plutôt ciblée sur la prévention primaire. Ils sont aussi utilisés par d'autres organismes dans leurs actions dans les milieux festifs, comme TransAt dans le Jura (Fondation Dépendances Jura), le Streetwork de Bienne ou le Release à Fribourg.

Un classeur avec des résultats d'analyses d'ecstasy est disponible au stand. Celui-ci permet d'attirer la curiosité du public et de le sensibiliser sur la composition aléatoire des pilules. Les données provenaient principalement de Eve&Rave Schweiz, le pendant suisse allemand de Prevtech. Elles n'ont pu être renouvelées ces deux dernières années, car les analyses ont été suspendues par Eve&Rave.

Prevtech a pu développer des moyens pour atteindre ses objectifs :

Des informations orales sont également récoltées auprès des consommateurs et relayées au stand selon le profil de la personne. Et un site Internet³ a été créé pour étendre la diffusion au-delà des soirées et favoriser, à travers le forum, un réseau de leaders positifs.

3° Agir sur les conditions d'organisation

Afin de favoriser le bon déroulement des soirées, il est nécessaire de sensibiliser les organisateurs et les autorités sur l'importance de :

- La bonne aération des lieux
- L'espace Chill out (lieu de repos)
- L'accessibilité à de l'information préventive
- La disponibilité et la gratuité d'eau fraîche
- La présence d'un dispositif sanitaire
- Les nuisances sonores

Dans ce sens, l'association s'est approchée de la police du commerce du canton de Vaud. Et dans le cadre du groupe Night life⁴ du GREAT, elle

a participé à l'élaboration d'une charte destinée aux organisateurs. L'association s'inscrit dans une démarche de santé communautaire, «c'est-à-dire qu'elle s'inscrit dans une dynamique de transformation des normes d'usages et/ou de droits, en tenant compte tant des connaissances scientifiques que des besoins et désirs de mode de vie des personnes. Les acteurs de cette transformation étant d'abord et avant tout les personnes concernées par cette politique.»⁵

Le concept de prévention par les pairs⁶ est à la base du succès des stands auprès du public, il permet d'instaurer un dialogue qui se situe au même niveau d'échange et évite ainsi les travers d'un discours moralisateur délivré par un professionnel. Celui-ci se veut non jugeant et valorisant, il encourage l'individu à s'affirmer en étant responsable de ses choix et de ses actes en connaissance de cause. Les bénévoles issus du milieu techno ont un contact facilité avec le public, et, en tant que porteurs de messages préventifs, ils sont considérés comme une source d'informations fiables.

L'implantation du stand est gratuite et se fait toujours en accord avec les organisateurs. Prevtech demande un libre accès pour les bénévoles et veille à ce que le stand soit placé sur un lieu de passage. Une équipe est constituée de trois à cinq membres. En général, elle se rend sur le site de la soirée vers 19h pour monter le stand, la soirée débute vers les 22h et se termine entre 4h et 12h le lendemain. A l'occasion du repas, les bénévoles peuvent échanger et se tenir au courant des dernières informations. Pendant la soirée, l'équipe assure une présence au stand en

alternance avec des pauses pour danser ou se reposer dans le bus.

La présence du stand permet d'ouvrir un espace de dialogue et la distribution d'informations, d'eau et de préservatifs. Cela permet de susciter auprès des consommateurs une prise de conscience, d'offrir des arguments encourageant un changement ou des alternatives à la consommation, d'encourager les démarches vers l'abstinence, de limiter les risques liés à l'usage de produits et de dédramatiser les rechutes⁷. L'intervention se fait de sorte à ne pas forcer la main au public, ni d'interférer avec le bon déroulement de la soirée.

Les réactions du public sont variables, certains réagissent par la provocation, d'autres engagent la discussion librement ou encore prennent le

formations externes, dont deux spécifiques offertes gracieusement par l'ISPA et l'unité de recherche du SUPEA en 2000 et 2001, et un contrat de volontariat a été introduit en 2002. Ce dernier permet de définir une base commune pour les discours, le concept du stand, les limites d'intervention et d'orientation et les attitudes des bénévoles face au public. En outre, tout membre commence par une première nuit de formation interne, accompagné par un ancien, il est compté comme surnuméraire sur un stand. De plus, une supervision avec le D^r Stephan du SUPEA a été mise en place en 2002 à raison de deux à trois rencontres annuelles. Pour améliorer l'encadrement des bénévoles, en 2004, il est prévu de développer un aide-mémoire pour les stands (mise en place, déroulement, etc.) et de valoriser leur engagement à travers le dossier bénévolat de l'association Action Bénévole.

Comme outil d'évaluation, Prevtech utilise une feuille de bord pour relever des données sur l'équipe, la distribution de matériel, la population présente, les contacts et les informations récoltées sur les produits à chaque stand. Ainsi, le comité dispose de données quantitatives sur les interventions en soi-

rées et garde une trace écrite de chacune d'elles. En cinq ans, l'association a distribué plus de 13 500 préservatifs, 3500 paires de tampons auriculaires, 10 000 prospectus infos-conseils et recensé plus de 150 ecstasy différents⁸. Depuis 1999, Prevtech a constaté une évolution dans le comportement du public et des organisateurs. En effet, certains clubs ont remis de l'eau froide aux toilettes, les ravers, de plus en plus spontanément, boivent d'eux-mêmes et se munissent de protections auditives.



www.trance-eth.com

temps d'observer avant d'oser s'approcher. Des contacts réguliers permettent d'encourager et de soutenir des démarches dans le temps, certains sont même devenus membres de l'association. D'où l'importance de la régularité des stands qui favorise le contact avec le public et une meilleure collaboration avec les organisateurs ainsi que les services de sécurités ou médicaux.

Afin d'assurer la qualité des interventions, les bénévoles ont pu suivre des

Une action de santé communautaire efficace nécessite d'être insérée dans un réseau varié. Il est important pour l'association Prevtech d'entretenir des contacts non seulement avec le milieu techno, mais aussi avec les intervenants en toxicomanies, les autorités publiques, le milieu médical et les organes de financements. Dès la phase pilote du projet, un réseau a été mis en place pour l'implantation des stands, le soutien au démarrage et la formation des bénévoles. En 2001, grâce à la participation au groupe Night Life du GREAT, l'association a diversifié ses contacts avec les professionnels de la prévention, plusieurs collaborations ont pu se concrétiser telles que l'élaboration de la charte sur les conditions d'organisation de soirées, la mise en place de stands dans le canton du Jura, l'organisation d'une conférence avec Médecins du Monde sur les *missions rave* ou la participation à l'étude de l'ERIT⁹ «*De l'utilisation actuelle des psychostimulants: nouveaux comportements, nouvelles interventions, quelle prévention?*».

La collaboration avec des intervenants précis étant indispensable à la réalisation des objectifs de l'association et à l'aboutissement de ses projets, Prevtech a invité pour une plate-forme pluridisciplinaire en 2002 chercheurs, médecins, éducateurs de rue, police des stupéfiants et du commerce, professionnels en toxicodépendances du canton de Vaud. A travers la plate-forme, d'une part l'encadrement des bénévoles s'est renforcé par la mise en place du contrat de volontariat et de la supervision, et d'autre part deux projets ont été initiés, l'un d'enquête dans le milieu techno et l'autre de développement d'analyses d'ecstasy dans le canton de Vaud. L'organisation de la plate-forme étant lourde à porter et les invités étant très sollicités, elle a été dissoute.

En 2003, un conseil consultatif a été créé comme organe d'accompagnement et de caution scientifique. Composés de professionnels de la

prévention, il guide le comité à travers les démarches officielles, suit la réalisation des projets et soutient la qualité des prestations¹⁰. Il se compose actuellement de : N. Pythoud du GREAT, V. Prats de Rel'ier, L. Chinnet et M. Bernard de l'unité de recherche du SUPEA et L. Vandel du Rel'Aids et de deux représentants du comité de l'association.

Confronté à de nombreuses demandes de la part des consommateurs et à l'augmentation du marché des drogues de synthèses, il est apparu nécessaire de développer des moyens de réduction des risques spécifiques à ce type de produits. C'est pourquoi Prevtech s'est penché sur l'élaboration d'un projet pour le Drug Checking ou Testing avec l'aide du conseil consultatif. L'analyse sur site permet, en effet, de sauver des vies, de sensibiliser les consommateurs aux dangers, d'éviter l'absorption de substances non voulues et de donner l'alerte lorsqu'un produit dangereux circule dans la soirée. Trois méthodes sont utilisables en Suisse, l'analyse en laboratoire GC¹¹-MS¹² ou HPLC¹³-MS, le chariot d'analyse HPLC du projet Pilot P et le Test de Marquis, les dernières méthodes étant particulièrement adaptées à l'analyse sur site. Les résultats fournis par le réactif de Marquis ne sont pas quantitatifs et peu qualitatifs par rapport aux autres méthodes, bien plus précises¹⁴. Le Drug Checking vise à responsabiliser le consommateur et à lutter contre la banalisation de l'acte. Les analyses mettent en évidence les dangers potentiels, comme le surdosage. C'est un support au dialogue qui offre une place aux questions délicates et un moyen de modifier les comportements en créant un cadre à des entretiens personnalisés. L'intérêt du public favorise le contact avec les ravers peu sensibles aux mesures de prévention et la transmission des messages. La mise en place d'un tel projet nécessite l'accord des autorités politiques et la collaboration des services de police car le cadre légal doit être clairement défini. Actuellement, dans le canton de Vaud, il n'est pas

possible de pratiquer des analyses sans exposer les intervenants ou les consommateurs à une arrestation. L'association avec le Conseil Consultatif élabore un projet actuellement dans le sens d'obtenir une décision politique.

La récolte de données pour une meilleure connaissance des usages dans le milieu est apparue comme une nécessité. A cette fin, une enquête a été initiée en 2002 dans les soirées techno de Suisse romande grâce à un auto-questionnaire conçu en collaboration avec l'unité de recherche du SUPEA. Le questionnaire, anonyme, est destiné à être rempli par les ravers pendant les soirées, qui les déposent ensuite dans une boîte placée à cet effet sur le stand Prevtech. Les premiers résultats ont été publiés en mars 2003¹⁵, et présentés à plusieurs reprises lors de conférences par les collaborateurs de l'unité de recherche. Ceux-ci viennent confirmer certaines constatations de Prevtech jusqu'ici subjectives, comme l'âge de plus en plus bas du public des soirées techno ou la sensibilité accrue des ravers aux mesures de réduction des risques. Afin de valoriser les résultats, il apparaît nécessaire de continuer à récolter des questionnaires à travers les stands et, sur la base du traitement des données, de développer la diffusion des résultats et le développement d'actions en relation avec les besoins ainsi émergents.

L'association Prevtech est désormais bien implantée dans le milieu techno romand, précurseur dans le canton de Vaud, c'est la seule association active sur le terrain spécifiquement dans les soirées techno romande, en particulier dans la région lémanique. Elle a su développer un savoir-faire en cinq ans et s'entourer d'un réseau solide, ce qui offre des perspectives concrètes pour l'avenir. En pleine phase de consolidation, l'association a besoin d'assurer les bases de sa structure pour permettre un développement dans la stabilité et la durabilité. Il est nécessaire et d'ac-

Enquête en milieu techno : profils de consommation, prise de risque et accès à l'aide

Léonie Chinet,
Mathieu
Bernard,
Philippe
Stéphan et
Alexandra
Rubin

Les résultats de cette enquête sont le fruit d'une collaboration entre Prevtech et le SUPEA, avec le soutien de trans'AT (JU). Ils attestent de la forte polyconsommation des amateurs les plus assidus des soirées techno, tout en mettant en évidence que seuls 5% des personnes interrogées auraient recours à un service spécialisé en toxicomanie. (Réd.)

Introduction

Les données récentes sur la population générale en Suisse montrent une augmentation préoccupante de la consommation de substances psychoactives chez les jeunes. Entre 1992 et 1997, la proportion des personnes entre 15 et 39 ans ayant déjà consommé du cannabis est passée de 16.3 à 26.7%. On constate également une augmentation pour la cocaïne (de 2.7 à 3.3%), les hallucinogènes (de 2.1 à 2.7%) et les amphétamines et autres stimulants (de 1.1 à 1.2%). Par ailleurs, le taux de consommation d'ecstasy était de 2.2% en 1997 dans cette même tranche d'âge [1].

L'apparition des soirées techno, à partir de la fin des années 80, a été largement associée à ce changement du paysage de la consommation, notamment avec l'arrivée sur le marché des «designer drugs» telles que l'ecstasy et le GHB [2,3]. Si quelques études ont été réalisées sur cette population particulière qu'est le public des soirées techno, notamment en Europe [4], il existe pas ou peu de données au niveau suisse. Face à l'ampleur de la culture techno dans la scène nocturne d'aujourd'hui, il nous est apparu nécessaire d'obtenir des données sur ce phénomène en Suisse romande.

Cette occasion s'est présentée à travers une collaboration entre des collaborateurs du Service Universitaire de Psychiatrie de l'Enfant et de l'Ado-

lescent (SUPEA) à Lausanne, et l'Association Prevtech. Sur l'initiative de Prevtech, nous avons développé un auto-questionnaire de deux pages destiné aux «ravers» (i.e. les personnes qui fréquentent les soirées techno, appelées aussi «rave parties»). Les questions portent sur la fréquence de fréquentation des soirées, la consommation de substances, la perception des mesures de prévention et de réduction des risques, ainsi que la ressource extérieure envisagée en cas de problème avec la consommation de substances. Ces questionnaires ont été mis à disposition sur les stands de prévention organisés dans les soirées et récoltés dans une boîte aux lettres de façon à garantir l'anonymat. A l'action de Prevtech, qui a permis de récolter des données

principalement sur le canton de Vaud, s'est jointe celle de trans'AT contre les toxicomanies qui a mis le questionnaire à disposition sur des soirées organisées dans le canton du Jura.

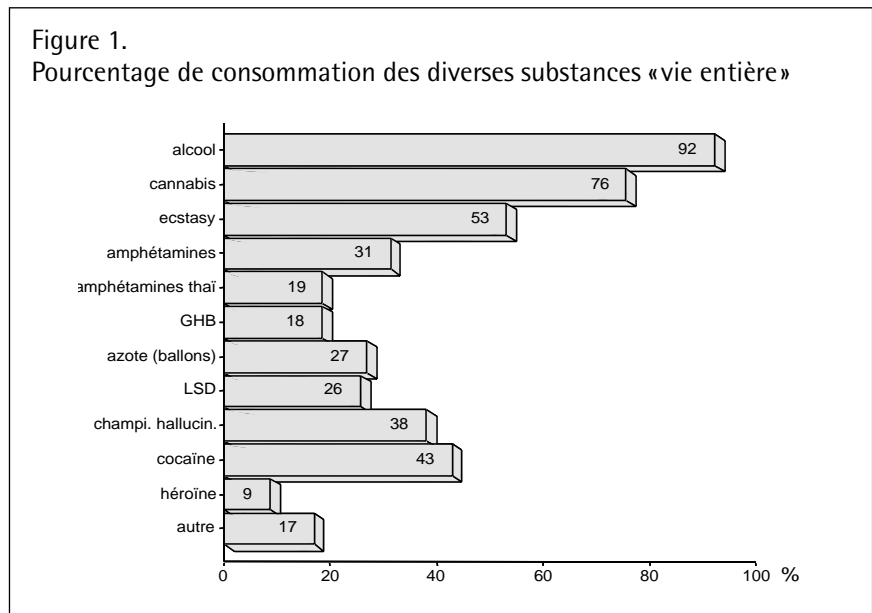
Présentation des résultats

Entre mars et septembre 2002, 336 questionnaires ont été remplis dont 105 dans le Jura et 231 dans le canton de Vaud. Bien que la procédure de récolte des données ne permette pas de contrôler dans quel état étaient les personnes qui répondaient au questionnaire, et notamment si elles étaient sous l'emprise de substances psychoactives, les questionnaires étaient généralement remplis de façon adéquate.

Les personnes qui ont répondu au questionnaire sont âgées entre 15 et 58 ans, dont 64% d'hommes et 36% de femmes. Si la fourchette d'âge est relativement étendue, notons que trois personnes sur quatre (75.5%) ont entre 15 et 22 ans, et que la moyenne d'âge est de 21 ans. Par ailleurs, 18% ont moins de 18 ans. Cependant, il est possible que la proportion de mineurs fréquentant ces soirées soit plus importante mais que les plus jeunes soient plus réticents à répondre. En effet, l'âge estimé de début de fréquentation des soirées - obtenu en soustrayant la durée de fréquentation des soirées à l'âge actuel - est de 17 ans. D'après ce calcul, 73% des répondants auraient commencé à fréquenter les soirées techno avant l'âge légal de 18 ans.

Consommation de substances

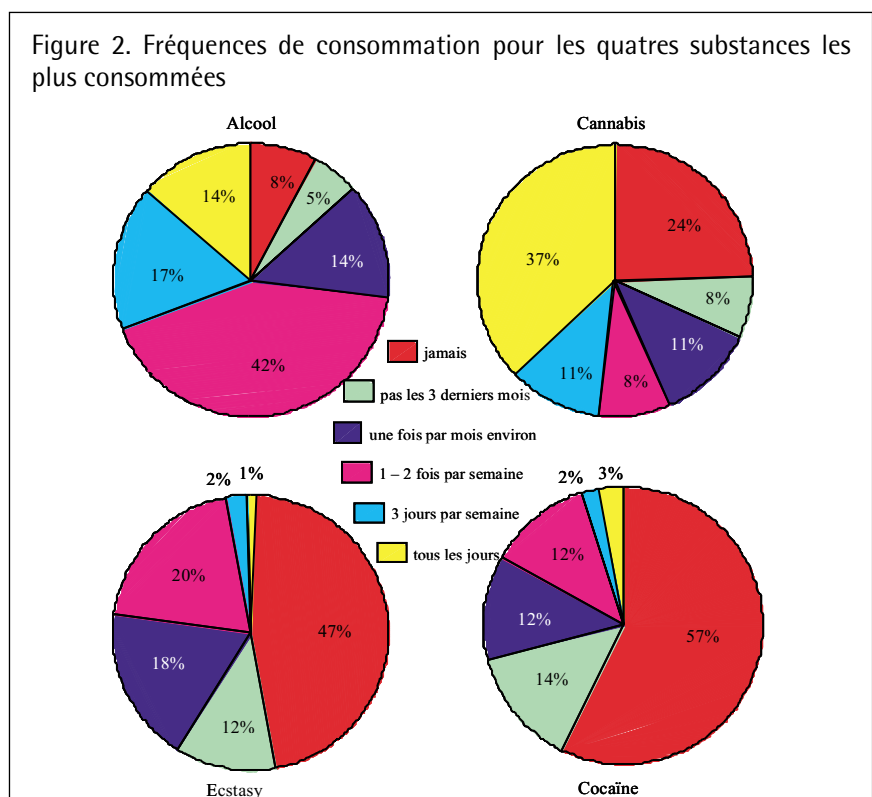
En ce qui concerne la consommation de substances, les taux «vie entière» (cf. figure 1) sont particulièrement élevés pour l'alcool (92%), le cannabis (76%), et l'ecstasy (53%). Il est à relever par ailleurs que 43% des personnes ont déjà consommé de la cocaïne, 38% des champignons hallucinogènes et 31% des amphétamines, alors



que la consommation d'héroïne «vie entière» ne concerne que 9%.

La figure 2 présente les fréquences de consommation pour les 4 substances les plus consommées, à savoir l'alcool, le cannabis, l'ecstasy et la cocaïne. On remarque avant tout que bien que 41% des personnes men-

tionnent avoir consommé de l'ecstasy au cours des 3 derniers mois, cette consommation se concentre souvent sur les fins de semaine (20%) ou reste occasionnelle. Ce constat vaut aussi pour la consommation de cocaïne, avec des pourcentages moins élevés (29% sur les 3 derniers mois, dont 12% le week-end).



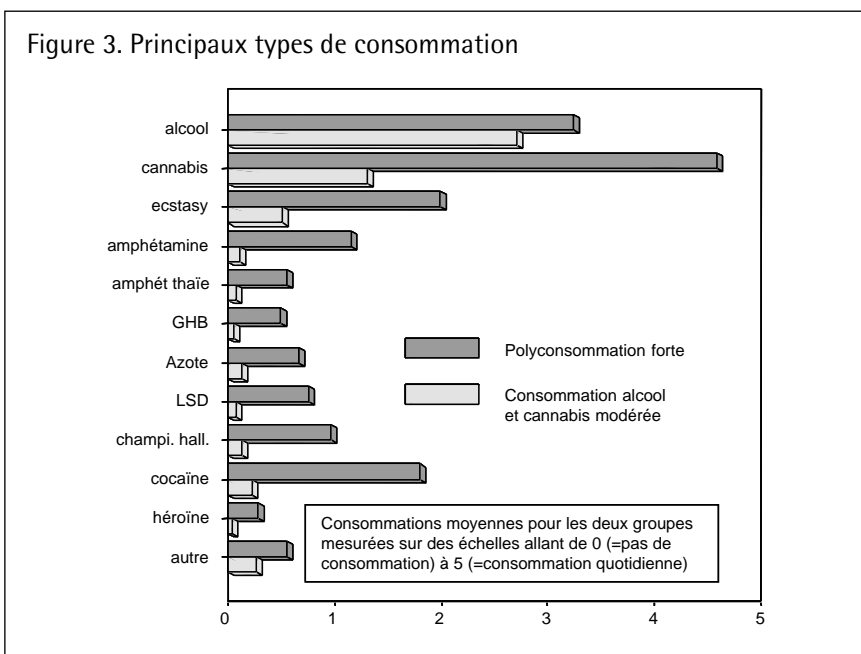
En revanche, la consommation quotidienne est beaucoup plus fréquente pour l'alcool (14%) et encore plus pour le cannabis (37%).

Le regroupement des personnes en fonction des substances qu'elles consomment et la fréquence de consommation fait ressortir deux types principaux (cf. figure 3) : chez un peu plus de la moitié (52%), il s'agit d'une consommation modérée, principalement d'alcool et de canna-

bis et dans une moindre mesure d'ecstasy, alors que les autres (48%) présentent une polyconsommation importante, avec la présence de stimulants et de calmants. Le profil de forte polyconsommation est plus le fait des personnes qui fréquentent régulièrement les soirées techno (en moyenne deux fois par mois comparé aux autres qui y vont en moyenne une fois par mois). Chez les personnes qui consomment des psychostimulants, les calmants sont souvent

utilisés pour atténuer les effets secondaires qui apparaissent lors de la « descente » (états dépressifs, anxieux, insomnie). La figure 4 montre en effet que si la plupart des personnes qui font des mélanges le font avant tout pour augmenter les effets des substances qu'ils prennent, une grande partie des gros polyconsommateurs (32%) le font également pour atténuer les effets négatifs ressentis lors de la « descente ». En revanche, les consommateurs occasionnels invoquent plutôt l'expérimentation comme explication de la prise de plusieurs substances.

Figure 3. Principaux types de consommation



Mesures de prévention et réduction des risques

En ce qui concerne les actions de prévention, on constate que les personnes qui fréquentent les soirées techno sont plus sensibles aux aspects de réduction des risques qu'à la prévention primaire (cf. figure 5) : les premiers secours et la distribution d'eau passent avant la mise à disposition d'information ou la présence de personnes avec qui dialoguer. Les mesures de réduction des risques semblent ainsi répondre à une vraie demande dans ce contexte. Elles peuvent représenter des voies d'accès privilégiées pour rentrer en contact avec une population qui présente des comportements à risques, et notamment la consommation de substances. Ainsi, à la question sur l'analyse de produits (« drug checking »), 72% des consommateurs d'ecstasy disent qu'ils l'utiliseraient si elle était disponible sur les soirées, dont 35% à chaque fois avant de consommer (cf. figure 6). Par ailleurs, un nombre important de consommateurs (38%) pensent pouvoir se fier à l'apparence d'un produit ou au fait de connaître le fournisseur pour juger de la dangerosité de ce qu'ils consomment. Un travail d'information à ce niveau permettrait de diminuer les risques liés à ce type d'attitude.

Figure 4. Raisons évoquées par les consommateurs de plusieurs substances qui font des mélanges

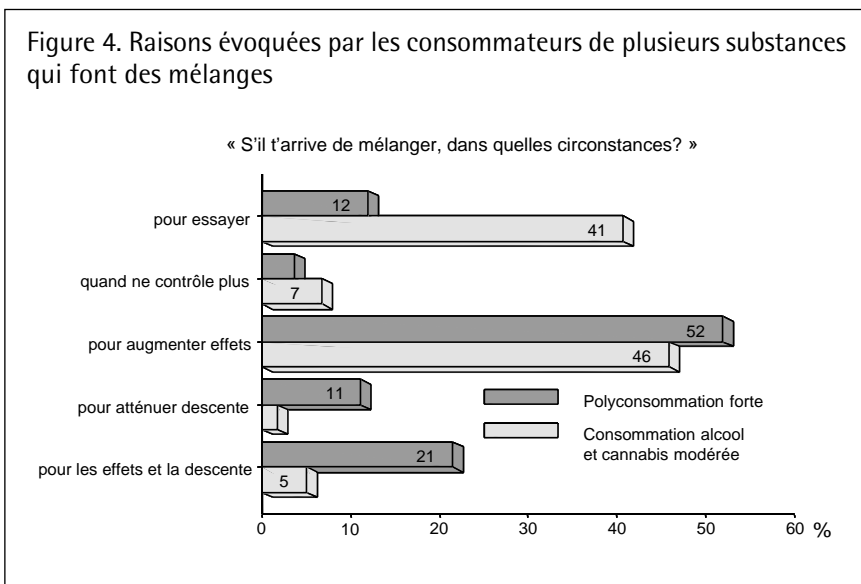


Figure 5. Importance perçue des mesures de prévention

« Dans quelle mesure est-ce que c'est important pour toi que les choses suivantes soient disponibles lors des soirées? »

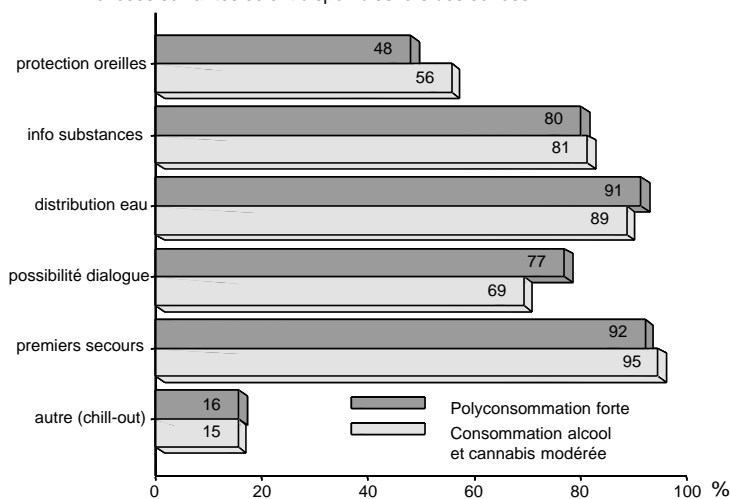
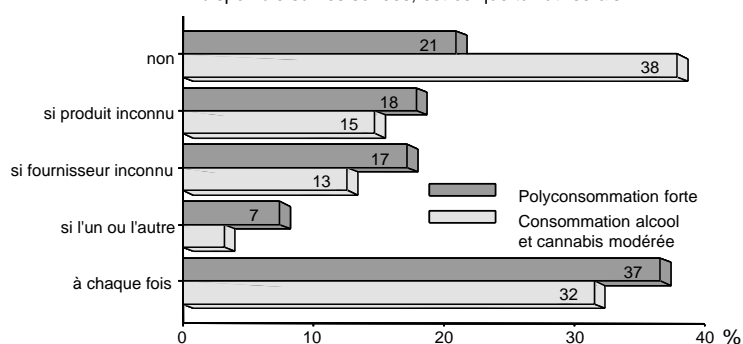


Figure 6. Utilisation potentielle du « drug-checking » par les consommateurs d'ecstasy

« Si l'analyse de produits (« drug-checking ») était disponible sur les soirées, est-ce que tu l'utiliserais? »

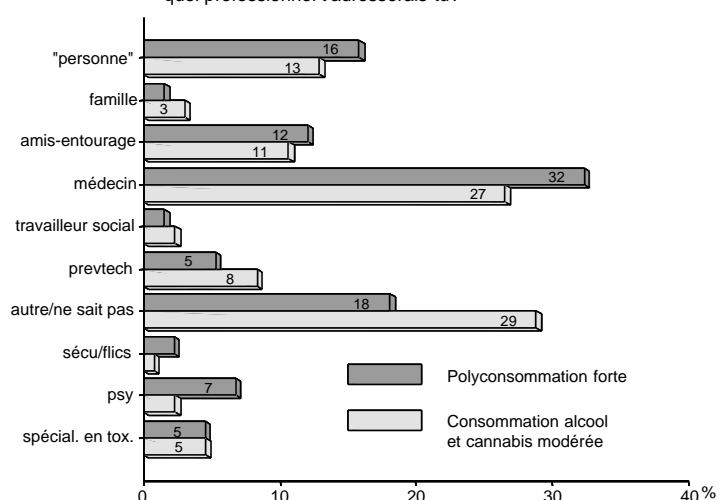


Accès au réseau de soin

Finalement, une question ouverte porte sur l'accès au réseau d'aide (cf. figure 7): « Si tu avais un problème avec ta consommation, à quel professionnel t'adresserais-tu? ». La plupart des personnes (30%) s'adresserait à un médecin, alors que seulement 5% mentionne une structure spécialisée en toxicomanie. En outre, 14% ne s'adresserait à personne – ce qui est surtout le cas des gros consommateurs. Ceci montre que le médecin est la voie d'accès privilégiée au réseau d'aide pour cette population, qui reste par ailleurs relativement isolée des structures

Figure 7. Accès au réseau d'aide

« Si tu avais un problème avec ta consommation, à quel professionnel t'adresserais-tu? »



d'aide existantes. Ce constat souligne l'importance du travail en réseau et de l'échange de connaissances.

Conclusion

Le public des soirées techno est relativement hétérogène, tant en ce qui concerne l'âge que les habitudes de vie, et notamment la consommation de substances psychoactives. Les patterns de consommation observés ici rejoignent ceux mis en évidence dans d'autres études, notamment en ce qui concerne l'importance de la polyconsommation, du mélange des substances consommées, ainsi que les substances les plus consommées[2,4]. A cet égard, on relèvera des taux de consommation particulièrement élevés en ce qui concerne l'alcool, le cannabis, l'ecstasy et la cocaïne, ces deux dernières substances étant le plus souvent consommées en fin de semaine. Une polyconsommation importante est généralement associée à une fréquentation régulière des soirées. Cependant, le fait d'aller régulièrement dans ces soirées n'implique pas forcément une telle consommation. Par ailleurs, le public des soirées techno semble plus sensible aux mesures de réduction des

risques qu'à celles de prévention. En ce qui concerne les problèmes liés à la consommation, le médecin apparaît comme la voie d'accès privilégiée au réseau de soins. Les médecins généralistes, mais aussi les pédiatres, sont donc concernés en première ligne par les problèmes de consommation chez les jeunes. Or les adolescents qui abusent de substances n'expriment souvent pas ce type de problème en tant que tel dans la demande de soin. Ainsi, un trouble du sommeil ou un état anxieux risque d'être traité en tant que tel alors qu'il n'est que la partie émergente d'un problème de consommation [5,3]. A cet égard, il est nécessaire que les praticiens soient en mesure d'identifier de tels problèmes [6-7], et qu'ils disposent pour ce faire de connaissances suffisantes. Par ailleurs, la consommation de substances chez les adolescents nécessite une approche multidimensionnelle tant au niveau de l'évaluation que de la prise en charge [8-10], soulignant l'importance d'un travail en réseau.

REMERCIEMENTS

Nous remercions les personnes de trans'AT et celles qui tiennent les stands Prevtech sur les soirées techno, le comité de l'Association ainsi que tous les ravers qui ont participé à l'enquête.



www.france-01.com

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Institut Suisse de Prévention de l'Alcoolisme et autres toxicomanies (ISPA) : Chiffres et données sur l'alcool et les autres drogues 2001. CD-ROM. Lausanne, ISPA, 2001.
- [2] Pedersen W, Skrondal A. Ecstasy and new patterns of drug use: a normal population study. *Addiction* 1999; 94:1695-1706.
- [3] Feldman N, Croquette-Krokar M. Les nouvelles drogues: ecstasy, GHB. *Revue Médicale de la Suisse Romande* 2001; 121:885-888.
- [4] Riley SC, James C, Gregory D, Dingle H, Cadger M. Patterns of recreational drug use at dance events in Edinburgh, Scotland. *Addiction* 2001; 96:1035-1047.
- [5] Parrott AC, Sisk E, Turner JJ. Psychobiological problems in heavy 'ecstasy' (MDMA) polydrug users. *Drug & Alcohol Dependence* 2000; 60:105-110.
- [6] Anglin TM. Interviewing guidelines for clinical evaluation of adolescent substance abuse. *Pediatric clinics of North America* 1987; 34:381-398.
- [7] Liengme N, Michaud, P.-A. Dépistage psychosocial à l'adolescence: un défi et une responsabilité pour le médecin de premier secours. *Médecine & Hygiène* 2002; 60:2102-9.
- [8] Vust S. Intrication des problématiques somatiques et psychiques dans une unité multidisciplinaire de santé des adolescents. *Médecine & Hygiène* 2002; 60:2110-3.
- [9] Stéphan P. Usage et abus de substance à l'adolescence. *Médecine & Hygiène* 2002; 60:2114-9.
- [10] Bolognini M, Plancherel B, Laget J, Chinet L, Rossier V, Cascone P, Stephan P, Halfon O. Evaluation of the Adolescent Drug Abuse Diagnosis instrument in a Swiss sample of drug abusers. *Addiction* 2001; 96:1477-1484.

CARREFOUR PREVENTION®

J'  les non-fumeurs


CIPRET
PREVENTION TABAGISME
GENEVE



fegpa
Prévention  alcoolisme

association

Fourchette
verte

**MAÎTRISE
STRESS**

CENTRE DE PRÉVENTION
DES PROBLÈMES DE JEU EXCESSIF

RIEN
NE VA
PLUS

Association des distributeurs genevois

ADiGe

Carrefour Prévention

Rue Henri-Christiné 5
CP 567
CH-1211 GENEVE 4
carprev@iprolink.ch
www.prevention.ch

Heures d'ouverture de l'arcade

Lundi-jeudi 9.00-17.00
Vendredi 9.00-13.00
Tél. 022 321 00 11 - Fax 022 329 11 27

ADiGe : Permanence tous les mercredis de 17 à 19h.

Roger
Liggenstorfer,
membre
fondateur et
membre actif de
l'association
Eve&Rave

Eve&Rave Suisse

L'association Eve&Rave initie et réalise des projets de promotion de la culture techno et de réduction des risques liés à la consommation de drogues. Le travail de prévention porte essentiellement sur l'ivresse, la consommation de drogues et la prise de risque en matière de VIH. (Réd.)

Eve&Rave (Suisse) est une association dont le siège est à Lucerne. Elle a été créée en 1996, en référence à l'initiative du sociologue Helmut Ahrens, qui avait créé Eve&Rave Berlin. Cette création était liée à une politisation de certains amateurs de techno disposant d'une expérience des drogues. Les membres et les collaborateurs/trices d'Eve&Rave sont principalement des ravers qui participent à des soirées techno, sont conscients des problèmes qui s'y posent et souhaitent s'organiser en conséquence. Eve&Rave entretient des liens étroits avec d'autres organisations suisses et étrangères poursuivant des buts analogues.

Travail de prévention

L'association organise des activités de prévention. Pour ce faire, elle

- fournit des informations objectives et des renseignements sur diverses substances (réduction des risques)

- attire l'attention sur les risques effectifs liés à la consommation d'alcool et de drogues tels qu'ils ressortent d'expériences authentiques et encourage les consommateurs/trice à assumer leur responsabilité personnelle (safer use)
- rappelle les règles du safer sex et le problème du VIH
- sensibilise les organisateurs/trices de manifestations techno aux conditions favorisant le safer use (safer party).

Faire prendre conscience à chacun-e de sa propre responsabilité

L'association Eve&Rave déploie notamment ses activités dans des lieux où les institutions officielles ont les mains liées du fait de l'interdiction des drogues et où se manifestent les effets négatifs de cette interdiction. Dans le domaine de la prévention, les expériences ont montré que les interventions conçues par des «spécialistes» qui vivent à l'écart de la scène atteignent rarement leur but.

Eve&Rave a donc aussi pour objectif de faire prendre conscience à chacun-e de sa responsabilité personnelle et d'organiser au cœur même de la scène des cadres de vie offrant le soutien nécessaire pour éviter le développement d'une dépendance sans renoncer pour autant à la qualité de vie et de l'expérience.

Les tenants d'une politique prohibitionniste pure et dure exigent de grands sacrifices au nom de leur illusion d'une société sans drogues. Car on sait par expérience que l'interdiction frappant les drogues a un effet incitatif sur les jeunes en particulier, empêche de faire passer des informations objectives et favorise des comportements à risque; les mises en garde politiquement correctes («just say no») témoignent d'une double morale et ne sont généralement pas prises au sérieux. «Les drogues procurent du plaisir et comportent des risques» - c'est dans cet ordre que de nombreux jeunes qui outrepassent l'interdit font leurs expériences en matière de drogues. Mais comment peuvent-ils apprendre à en faire un usage responsable et avisé?

En adoptant une attitude acceptante et le slogan «just say know», l'organisation Eve&Rave travaille au cœur même de cette contradiction sociale. Les drogues ne sont ainsi pas considérées de façon isolée, mais en rapport avec la disposition et la personnalité des consommateurs/trices (set) et avec le contexte et les conditions extérieures (setting).

Des mesures concrètes

Le travail d'Eve&Rave consiste à tester qualitativement et quantitativement les pilules en circulation sur la scène techno (drug checking) dans des laboratoires à l'extérieur et à en publier les résultats. D'autre part, Eve&Rave dispose de son propre site Internet, où l'on trouve des résultats d'analyses de pilules, des récits d'usagers et d'usagers et des mises en garde contre la présence sur le marché de substances particulièrement dangereuses et contre les risques qu'il y a à mélanger différentes substances.

Eve&Rave met aussi au point (parfois en coopération avec d'autres organismes) des documents d'information et de prévention adaptés à la scène techno et assure une présence dans de nombreuses soirées en y proposant des stands d'information et des services de premiers secours (parfois avec des samaritains). En outre, elle encourage la planification et la mise en œuvre de mesures en collaboration avec des clubs, organise des sessions de formation continue et participe à des congrès internationaux.

L'organisation d'Eve&Rave est constamment en changement pour s'adapter aux besoins des ravers et des autres consommateurs de drogues évoluant dans la culture techno. Elle travaille également en dehors de cette scène avec des institutions intéressées et veille aux relations publiques. Du fait de ses activités, l'organisation jouit d'une grande confiance dans le milieu techno tout en étant reconnue par les spécialistes et les autorités.

Testing de drogues

Le but du testing de drogues est d'informer les amateurs de techno sur les substances légales et illégales qui circulent dans les soirées, afin de les sensibiliser à un usage prudent des drogues. Santé et plaisir vont de pair. En se fondant sur les analyses de drogues récréatives réalisées en laboratoire, Eve&Rave les informe sur les substances et leur dosage, leur composition et les additifs qu'elles contiennent.

En mettant en garde officiellement contre de nouvelles substances inconnues, des mélanges préjudiciables pour la santé et certains additifs, Eve&Rave travaille à la réduction des risques face aux conséquences désastreuses du marché noir, qui échappe à tout contrôle. S'en abstenir complètement reste cependant la seule façon d'échapper vraiment à tout risque lié aux drogues récréatives.

Activités de l'association

En 2002, Eve&Rave a été très active à divers égards. Nous avons tenu des stands d'information dans de nombreuses soirées, tout en y assurant un service de premiers secours. Grâce à une à deux présences par mois durant la saison des soirées, nous avons fait beaucoup d'expériences, notre participation nous permettant aussi d'approfondir notre connaissance des tendances actuelles sur la scène techno. Notre programme de testing de drogues s'en est trouvé renforcé et nous avons non seulement eu l'occasion de tester les «habituelles» pilules de MDMA, mais également de détecter la présence de substances particulièrement dangereuses comme la PMA (parame-thoxyamphétamine).

Ces résultats ont alors alerté quelques médias et l'OFSP qui ont publié des mises en garde. On voit ainsi qu'il est urgent de mettre en place un testing des drogues récréatives au niveau national.



www.eve-rave.ch

Le site Internet a été enrichi et un forum y a été mis à disposition. Celui-ci a accueilli jusqu'à présent plus de 600 visiteurs, qui y ont apporté plus de 9000 contributions en peu de temps (état à fin avril 2003). En toute modestie, cela atteste d'un grand succès et confirme l'existence d'un besoin énorme d'échanger des informations dans ce domaine.

Une culture mêlant danse et drogues

Le 23 octobre 2002 a eu lieu le colloque «Tanzkultur - Drogenkultur: usage et abus de drogues récréatives» à la Maison du peuple de Zurich. Ce colloque de qualité a présenté une multiplicité de points de vue. Près de 200 spécialistes travaillant dans tous les secteurs de la prévention et de l'information en matière de drogues venant d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse y ont participé. Une vidéo de ce colloque et des activités d'Eve&Rave en général est en préparation (voir encadré).

En 2003, la formation continue n'a pas consisté seulement en cours organisés pour l'extérieur, mais aussi en cours internes et en soirées consacrées à l'échange d'informations et de méthodes d'intervention. A la fin de l'année, nous avons encore organisé une soirée à but lucratif à la Rote Fabrik. Elle a connu un franc succès et a permis de financer quelque temps notre programme de testing de drogues.

Optimiser le fonctionnement de l'association

Depuis sa création en 1996, Eve&Rave a bénéficié d'une grande attention tant auprès de la scène techno que des autorités. Après une période plutôt calme au tournant du siècle, l'adhésion massive de nouveaux membres a permis de reprendre beaucoup d'activités et d'en lan-

cer de nouvelles. Durant cette phase de transition, nous nous sommes réunis chaque mois en assemblées plénières, qui, compte tenu de l'afflux de nouveau membres, ont fini par s'avérer lourdes à gérer.

Nous avons donc organisé, début 2003, une retraite dans les Flumserbergen pour réfléchir à la structure et au fonctionnement de l'organisation compte tenu de l'augmentation incessante de ses membres.

Un comité récemment élu se réunit maintenant régulièrement (en principe chaque mois) avec des représentant-es des différents groupes de travail; l'assemblée générale de tous les membres actifs ne se réunit plus qu'une fois par trimestre. Le forum sur Internet offre cependant une possibilité de discuter et d'échanger sur les sujets à l'ordre du jour des séances, ce qui permet à tous les membres de se tenir au courant des activités de l'association et de faire valoir leurs propres idées.

Une petite soirée de promotion a été organisée début avril dans un club de Zurich. Nous y avons tenté de nous adresser à d'autres scènes et la réussite de cette soirée fut une preuve de l'ouverture et de la capacité de changement d'Eve&Rave.

Le problème non encore résolu du testing des drogues

Du fait que toutes nos activités sont financées par des dons, les cotisations des membres et le bénéfice de manifestations - et que nous assumons en conséquence beaucoup de travail bénévole -, nos possibilités de réaliser des testings coûteux et davantage d'interventions dans les soirées restent malheureusement assez limitées. Ce qui ne nous empêche pas de faire savoir ce qu'il faudrait faire, où et comment. Nous entendons par ailleurs continuer à promouvoir la responsabilité personnelle non seulement des usagers et des usagers, mais encore des propriétaires de clubs et organisateurs/trices de soirées et - last but not least - celle des dealers. Cela peut évidem-

ment paraître un peu provocateur. Mais c'est la seule façon de sortir du dilemme lié à l'abus permanent de substances, car il est bien connu que la plupart des dégâts constatés ne sont pas dus aux drogues elles-mêmes, mais au contexte prohibitionniste. Renoncer à la prohibition permettrait de diminuer ou, dans le meilleur des cas, d'éliminer le surmenage des spécialistes chargés de la prévention, non seulement chez nous, mais encore dans les nombreuses institutions sociales. Que cela ne puisse pas devenir réalité du jour au lendemain, nous en sommes bien conscients. Mais nous devrions tous en faire le but à long terme de notre travail et nous engager politiquement dans ce sens!

Coopération et travail en réseau

Faute de ressources financières et personnelles, Eve&Rave ne peut pas réaliser elle-même toutes les étapes décrites et en tout cas pas à grande échelle. Mais nous indiquons ce qu'il faudrait faire et sommes prêts à coopérer avec des institutions et des autorités existantes.

Malheureusement, les services officiels et les institutions pratiquant le testing des drogues ont trop souvent tendance à nous contacter uniquement pour profiter de l'expérience et des ressources d'Eve&Rave. S'il en est ainsi, c'est probablement justement parce qu'Eve&Rave se montre toujours coopérative, partage son savoir et souhaite travailler en réseau.

Nous tenons bon

Des découvertes comme celle des pilules mortelles de PMA légitiment notre travail et en particulier le programme de testing de drogues. Connaissant les dangers que cela représente, nous ne pouvons pas nous contenter de regarder comment des pilules dangereuses sont mises en circulation. Nous sommes trop proches de la scène pour détourner notre regard et il nous incombe de

faire quelque chose. C'est dans ce sens que nous tenons bon, même si cela ne plaît pas toujours à tout le monde. Il faut parfois du temps pour que de bonnes idées soient reconnues comme telles. Ainsi, la Suisse réussit à imposer durablement et contre la volonté de nombreux autres pays certaines de ses positions en matière de politique de la drogue. Mais, dans le cas du testing des drogues, elle est dépassée par l'UE, qui approuve de tels programmes dans un document officiel. Des pays tels que l'Autriche, les Pays-Bas et même la France sont déjà plus avancés dans ce domaine. La Suisse ferait bien de ne pas faire bande à part.

Paru dans Suchtmagazin (2003): Partykultur und Pillentesting, 29 (3).

Traduction: Elisabeth Neu

Note de la Rédaction

Pionnière en matière d'analyse de substance en Suisse, Eve&Rave a suspendu cette activité depuis août 2003, soit juste après la rédaction de cet article. C'est la non-entrée en matière de la part des autorités sur la proposition émise par Eve&Rave de mettre en place un programme d'analyse de substances au niveau national qui a motivé cette décision. Plus d'informations sur www.eve-rave.ch

La revue «**dépendances**»

s'adresse à toute personne intéressée par le champ des toxicomanies légales et illégales. Elle paraît trois fois l'an et traite de ces questions sous les angles social, politique, de prise en charge, de prévention et de réduction des risques.

Abonnement:
Frs 45.– par an



Parmi les thèmes publiés

Le devenir des patients alcooliques (no 2). Balade au pays du tabac (no 4). Politique des dépendances: réflexions, propositions (no 5). La prévention, d'une définition à un choix de société (no 6). Groupes d'entraide (no 7). Les institutions résidentielles en crise (no 9). Pour une prise en compte des rapports hommes-femmes (no 11). Former des spécialistes en addiction (no 12).

A consommer sans modération!

Revue éditée par

Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies

sfa / ispa



Groupement romand d'études sur l'alcoolisme et les toxicomanies

Conseil et analyse de substances lors des soirées techno zurichoises – un compte-rendu d'expériences

Donald Ganci,
travailleur
social, directeur
de Streetwork
Zurich

Contrairement à d'autres scènes et sous-cultures, le milieu techno constitue une scène à la fois refermée sur elle-même et très hétérogène, dont la culture extravertie s'exprime essentiellement en fin de semaine, uniquement dans des clubs fermés ou à l'occasion de manifestations organisées pour eux. Cette situation rend le travail de rue plus difficile, puisque les groupes cibles ne sont atteignables que dans des endroits et à des moments bien définis. (Réd.)

Service d'éducation en milieu ouvert, Streetwork est une prestation de l'aide ambulatoire en matière de drogues proposée par la Ville de Zurich. En complément de ses prestations traditionnelles sur diverses scènes de la drogue et points chauds de la ville, ce service propose, depuis 1998, un programme de réduction des risques dans les soirées et les clubs techno. On s'est en effet vite aperçu que les moyens habituellement utilisés dans le travail de rue ne permettaient pas d'atteindre les amateurs/trices de techno de manière satisfaisante. Alors que l'on avait toutes les raisons de penser qu'avec ses

nombreux clubs et sa Streetparade, la métropole techno qu'est Zurich compte un nombre élevé de jeunes qui font une consommation régulière et importante de drogues récréatives, on savait en fait peu de choses sur leur consommation effective et les dépendances qui en découlent et il n'y avait guère d'informations visant à réduire les risques.

Prévention secondaire

Toutes ces raisons ont conduit la délégation aux questions liées à la drogue de la Ville de Zurich à donner mandat, en 2001, au service de l'aide ambulatoire en matière de drogues

de développer et de mettre en œuvre des mesures additionnelles de prévention secondaire portant sur les drogues récréatives. Ces mesures visent les buts suivants:

- Réussir à mieux atteindre les participant-es à des soirées techno, leur fournir des informations susceptibles de les sensibiliser aux risques inhérents à leur consommation de drogues et permettre à ce groupe cible de pratiquer une consommation impliquant le moins de risque possible.
- Eviter les accidents liés à des substances potentiellement mortelles ou en diminuer au moins la fréquence.
- Mettre en place un système d'alerte qui permette de mettre en garde, dans des clubs, sur Internet et dans les médias, contre l'apparition inattendue de substances potentiellement mortelles. Cela implique aussi un échange avec des projets semblables au niveau national et international.
- Détecter à temps les amateurs/trices de techno présentant un profil à risque et les motiver à recourir au service de consultation proposé ou les adresser à d'autres services d'aide.
- Améliorer les connaissances et accroître le nombre de données relatives à la consommation de drogues sur la scène techno.

Dans un premier temps, une brochure destinée aux amateurs/trices de soirées techno a été rédigée en collaboration avec le Bureau suisse pour la réduction des risques liés aux drogues

et avec Eve&Rave Schweiz. Présentée de manière attractive, cette brochure propose des informations concernant les drogues récréatives que l'on trouve dans les soirées et les précautions d'usage qu'elles impliquent. Une telle possibilité de s'informer spécifiquement sur ces drogues n'existait pas jusque-là en Suisse alémanique. Depuis lors, cette brochure d'information est distribuée à l'occasion de ces soirées et connaît un grand succès. De plus, Streetwork Zürich met à disposition un site Internet à l'adresse www.saferparty.ch. Ce site propose lui aussi des informations relatives aux risques et aux dangers liés aux drogues récréatives, ainsi qu'une possibilité de consultation en ligne. Ce service anonyme d'information et de conseil permet d'atteindre une efficacité large et durable, indépendamment des manifestations proprement dites. Ce site Internet est visité quotidiennement par plus de 80 personnes.

Ce sont pourtant les tests de pilules lancés en octobre 2001 lors de soirées et dans des clubs techno en ville de Zurich qui ont particulièrement attiré l'attention du grand public. Pour réaliser ces tests, un partenaire compétent a été trouvé au Service du pharmacien cantonal de Berne, qui avait déjà une expérience des analyses réalisées sur le terrain dans le cadre du projet pilote E de la Fondation Contact.

En proposant ces tests attractifs aux amateurs/trices de techno, on vise à entrer plus facilement en contact avec ce groupe cible pour pouvoir ainsi déployer une action de prévention (secondaire) et de réduction des risques. Les pilules en circulation sont analysées pour déterminer ce qu'elles contiennent et à quels dosages, car seuls des faits avérés permettent de mettre en garde contre des substances ou des dosages pouvant comporter un risque mortel ou des effets inattendus. Chaque test est obligatoirement accompagné d'un entretien servant à informer sur les risques inhérents à la consommation des différentes drogues récréatives et la manière de les éviter. Ces entretiens permettent souvent d'aller plus loin et d'aborder la



www.trance-ch.com

situation individuelle des consommateurs/trices. Bien que l'attention du grand public et des spécialistes ait été retenue prioritairement par la notion de «tests de pilules», les entretiens individuels sur place ont occupé une place au moins aussi importante que les analyses de substances dans les finalités, comme l'illustraient déjà les buts définis initialement.

Acceptance de l'offre

La raison majeure du scepticisme qui fut le mien au début en tant que directeur de ce projet tenait à la crainte que les gens qui consacrent leurs fins de semaine et leurs loisirs à danser et à se laisser aller n'aient guère envie de passer une partie de ce temps à s'entretenir avec un travailleur social. Or ces craintes n'ont aucunement été confirmées. L'intérêt manifesté par les jeunes fréquentant ces soirées pour les informations et les conseils que nous leur proposons a en effet largement dépassé nos attentes. Pour qu'il en soit ainsi, il faut évidemment que les conseillers/ères adoptent une attitude acceptante et s'adressent aux personnes concernées dans un langage adéquat.

Lieux pour les tests

En décidant de proposer des analyses de pilules, notre intention n'était pas d'intervenir lors de grandes manifestations regroupant des milliers de participant-es, mais dans des manifestations plus restreintes, organisées notamment par des clubs. En raison de l'intérêt médiatique qu'elles suscitent, les grandes manifestations telles que la Streetparade, la Halloweenparty et Energy offrent évidemment la possibilité de diffuser largement des mises en garde, des règles de prudence et des informations générales sur les risques liés à la consommation de drogues, la notoriété ainsi conférée à cette question diminuant la crainte des jeunes d'entrer en contact avec des travailleurs sociaux et des collaborateurs de laboratoires. Il est cependant rare que nous trouvions le public cible qui est le nôtre dans de telles manifestations. Nous avons en effet vite constaté que la plupart des gens qui y participent ne fréquentent de telles manifestations que deux ou trois fois par année et ne consomment des drogues récréatives qu'à ces occasions-là. Une infime minorité d'entre eux présentent donc des troubles liés

à une consommation régulière de drogues ou un risque de dépendance. C'est dans de petits clubs que nous avons rencontré les groupes véritablement à risque. Beaucoup de ces jeunes fréquentent ces clubs chaque fin de semaine et certains d'entre eux consomment aussi des drogues récréatives chaque fin de semaine, voire plus souvent, et parfois depuis assez longtemps. Pendant la semaine, ils consomment surtout du cannabis et de l'alcool. Les entretiens ont permis de mettre en évidence chez eux des comportements addictifs, des problèmes dans la vie quotidienne, une adolescence difficile et d'autres signes typiques d'une consommation excessive et risquée de drogues.

Nous n'avons jamais dû «forcer» un jeune à participer à l'entretien accompagnant obligatoirement chaque test. Ces entretiens suscitent en effet un intérêt au moins aussi grand que les analyses. En règle générale, nous réalisons en une soirée deux à trois fois plus d'entretiens que nous ne pouvons assurer de tests (par manque de temps). Les jeunes manifestent un besoin très réel d'informations à propos des risques et des dangers inhérents à leur propre consommation de drogues. Ils sollicitent ces informations et y consacrent volontiers le temps nécessaire.

Laboratoire d'analyse

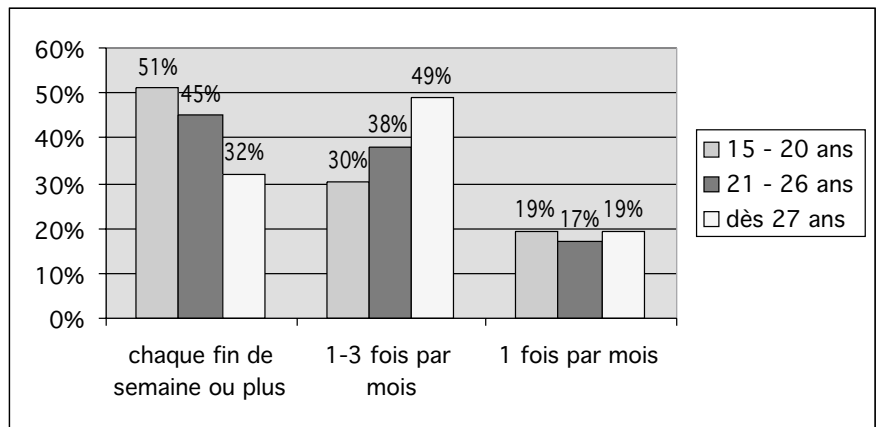
Une analyse chimique pratiquée sur place dans le labo mobile dure de 20 à 30 minutes. Au cours d'une intervention durant huit heures, on peut ainsi réaliser 21 analyses au maximum. Cela peut paraître peu au premier abord. Or, si nous partons de l'hypothèse que, dans un club accueillant 400 clients, 100 jeunes consomment des drogues récréatives et que la même substance a été vendue à plusieurs clients, le nombre des diverses drogues en circulation dans le local diminue fortement et nous avons donc une bonne vue d'ensemble des principales drogues et pilules qui y circulent. En reprenant ces 100 clients consommant des drogues et

en comptant qu'à trois personnes, nous avons réalisé 50 entretiens en 8 heures et qu'en plus, 80 brochures d'information ont été distribuées aux personnes faisant partie du groupe cible, notre présence sur place a eu de grands effets.

Au cours des dix-huit mois qui se sont écoulés depuis le lancement du projet, 14 soirées de test ont été organisées en ville de Zurich. On y a testé 202 substances et réalisé 557 entretiens d'environ 30 minutes. Lors

de tous les entretiens réalisés conjointement à un test, les jeunes remplissent un questionnaire anonyme. Leurs réponses nous permettent d'en savoir plus sur le comportement des consommateurs, la fréquence de la consommation, les différents types de drogues consommées et les comportements à risque. Les diagrammes ci-dessous donnent un premier aperçu de la situation en matière de drogues récréatives en ville de Zurich.

Fréquence de la consommation selon le groupe d'âge (202 personnes interrogées)



On constate que

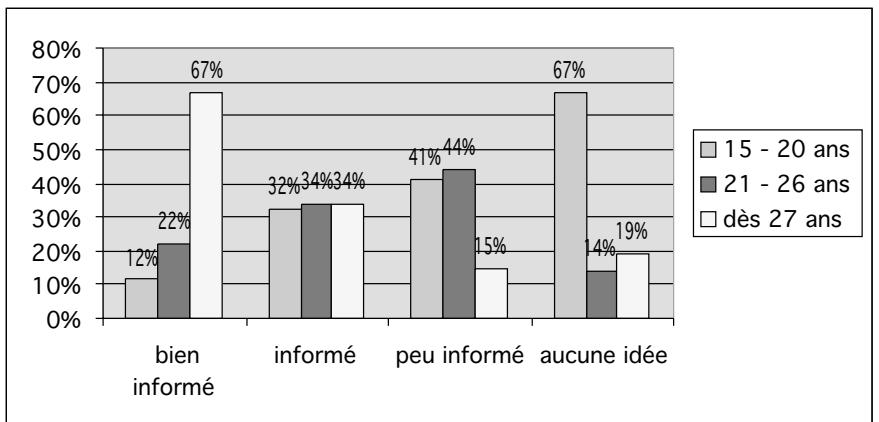
- plus de la moitié de tous les jeunes de moins de 20 ans interrogés consomment des drogues récréatives chaque fin de semaine ou plus;
- parmi ceux-ci, la moitié consomment des drogues récréatives à ce

rythme depuis plus d'un an ;

- 60% de tous les jeunes interrogés mélangent ces drogues à d'autres substances ou à de l'alcool, pratiquant ainsi une consommation particulièrement à risque.

Degré d'information à propos des risques et des dangers liés aux drogues récréatives

(sur la base d'un choix de questions portant sur la conscience du risque)



On constate que le groupe à risque où la consommation est la plus fréquente – à savoir celui des jeunes jusqu'à 20 ans –, est aussi le groupe où les risques de la consommation et les facteurs protecteurs (safer use) sont mal connus et où l'on observe par conséquent les comportements les plus dangereux.

A eux seuls, ces quelques chiffres confirment que la transmission d'informations et la sensibilisation aux risques liés à la consommation de drogues récréatives sont particulièrement importantes auprès des adolescents qui participent à de telles soirées.

Coopération et influence

En plus de nos doutes au sujet de l'intérêt que notre offre susciterait auprès des amateurs de parties, nous demandions aussi, au début du projet, si les organisateurs de ces soirées seraient suffisamment disposés à coopérer avec nous.

Au moment de lancer les tests, notre difficulté majeure fut en effet de trouver des organisateurs qui soient d'accord de mettre à disposition leur club ou leur manifestation pour y réaliser des tests. Une certaine méfiance à l'égard des travailleurs sociaux et des institutions publiques en général et vis-à-vis d'un projet consistant à tester officiellement des

drogues en particulier peut expliquer le peu de disposition à coopérer à laquelle nous nous sommes heurtés initialement. En outre, nombreux étaient les organisateurs qui ne voulaient pas reconnaître que l'on consommait des drogues dans leurs locaux. Accepter que l'on y procède à des tests aurait signifié pour eux avouer publiquement que l'on consomme des drogues dans leur club.

En réponse à cette méfiance, nous avons organisé une «Table ronde» réunissant des représentants des organisateurs privés, de la police communale en tant qu'instance délivrant les autorisations pour de telles soirées, du service des urgences de la Ville de Zurich et des collaborateurs de Streetwork. Pour la première fois, toutes les instances parties prenantes de ces soirées ont ainsi eu l'occasion de discuter ensemble des problèmes posés, d'y apporter des solutions et d'améliorer leur collaboration.

Une telle «Table ronde» est maintenant organisée à intervalles réguliers. Depuis lors, la disposition des organisateurs à accepter que l'on procède à de tels tests est un problème réglé, ce qui a grandement contribué à faciliter notre travail. De plus, tous les autres participants à la «Table ronde» en tirent eux aussi des bénéfices: on y pratique un échange régulier sur les dispositifs de sécurité, les expériences en cas de problèmes avec les dealers, les violences, etc. Le service

des urgences a par exemple proposé un exposé concernant les conditions d'intervention sur le terrain. Sur l'initiative des propriétaires de clubs et à leurs frais, on est en train de mettre au point un aide-mémoire à l'intention du personnel des clubs. La police du commerce va elle aussi présenter son domaine d'intervention et faire valoir ses souhaits en vue d'une meilleure collaboration avec les services de sécurité privés. Des cours de réanimation à l'intention du personnel des clubs sont en préparation. Il existe actuellement un groupe de travail, réunissant des organisateurs et des propriétaires de clubs, qui met au point des critères de qualité dans les domaines de la santé, de la sécurité et de la prévention en matière de drogues.

En plus du travail direct avec les amateurs de techno et de leur sensibilisation par les entretiens et les tests, une contribution à la prévention dans ce milieu se met ainsi en place à l'échelon supérieur. Parallèlement à l'influence sur les comportements des «ravers» eux-mêmes, cela permet également d'influencer positivement les conditions régissant ces soirées. Agir sur les comportements et sur le contexte: voilà les principes essentiels qui fondent notre travail.

Paru dans Suchtmagazin (2003): Partykultur und Pillentesting, 29 (3).

Traduction: Elisabeth Neu

Partydrugs– Technobeat

Prévention et réduction des risques sur la scène techno

Eric Moser et
Alwin
Bachmann,
Streetwork du
Réseau Contact,
Bienne

En soumettant l'analyse de substances à un entretien de conseil, l'équipe de Pilote P est bien acceptée par les ravers qui entrent facilement dans cette démarche, d'autant plus que ce travail d'immersion dans le milieu techno s'élabore avec la collaboration d'Aware Dance Culture, un groupe de pairs qui permet à Pilot P d'être en adéquation avec le public cible. (Réd.)

La scène techno constitue un défi sans cesse renouvelé pour l'intervention en toxicodépendance. Elle réunit en effet de nombreux «ravers» jeunes et moins jeunes, dont la recherche d'un sentiment de communauté et de proximité, de sensations fortes et d'altérité est associée à une consommation non négligeable de substances psychotropes de toutes sortes.

Après les premières interventions réalisées dans les années 90, le Réseau Contact bernois reprend son travail sur la scène techno. Les expériences antérieures ont montré que la culture techno est faite d'un ensemble complexe de diverses sous-cultures. Malgré cette situation difficile, le Réseau Contact a pu mener à bien quelques interventions grâce aux

connaissances acquises sur cette réalité actuelle et à une certaine forme de proximité avec la scène elle-même.

La musique techno est l'élément central de la «culture rave» (to rave = se déchaîner). Elle prend ses sources dans la musique électronique des années 70 (par ex. *Krafwerk*) et dans la *Chicago House*, la *Detroit Techno* et l'*Electronic Body Music* (EBM). La création de l'*Acid House* en 1987 constitue une étape importante de l'histoire de la techno et plus particulièrement de la culture des soirées techno. Les «*Acid-Parties*», illégales au début, sont à l'origine de la culture techno de masse.

1990 est considérée comme l'année de naissance de la techno. Les valeurs, la politique et l'esprit du temps ont alors connu une transformation fondamentale: la communication glo-

bale, le pluralisme des valeurs et le flux croissant d'informations induisent une forme d'anomie. Dans le cadre du changement social en cours, la techno devient un nouveau phénomène de masse,

sous le slogan «one nation under a groove».

Aujourd'hui, la notion de «techno» est avant tout un terme fourre-tout cherchant à rassembler différents styles musicaux (par ex. *Trance*, *Acid*, *Hardcore*, etc.), un ensemble de formes

Le phénomène techno

de danses, de milieux idéologiques très divers et de toutes sortes de manifestations. La scène techno va de l'«*underground*» jusqu'au «*mainstream*». Cette diversité rend difficile une compréhension véritable de cette scène et de l'usage de drogues qui y est pratiqué.

La culture techno actuelle n'a rien à voir avec une culture de la rébellion, de la contestation politique ou du rejet des valeurs dominantes. Elle se caractérise plutôt par un retrait sur soi, une recherche personnelle et le vécu individuel et par une prise de distance vis-à-vis d'un monde extérieur perçu comme aliénant et triste proposé aux jeunes. On y fait face en manifestant explicitement sa différence de manière hédoniste. En référence à la nostalgie de la jouissance et des sensations fortes, la devise est «*enjoy yourself*», la vie quotidienne n'arrivant simplement pas à rivaliser avec la mise en scène techno. L'esprit du temps et l'organisation des loisirs vont de pair : l'accélération provoquée par les drogues et la musique répondent à l'accélération sociale, la pression à la performance vécue au quotidien se reflétant dans le désir quasi irrésistible de danser des nuits entières. La techno et les drogues sont donc étroitement combinées. La consommation de drogues illégales n'étant cependant justifiée par aucun fondement idéologique, il ne reste plus, pour assouvir cette faim insatiable de sensation, qu'une vague envie de «*toujours plus*». L'alternance continue entre ivresse et réalité quotidienne stimule ce désir, rendant la consommation toujours plus irréfléchie et excessive. On peut d'ailleurs se demander dans quelle mesure le mode de consommation pratiqué dans le milieu techno se différencie de la consommation en général. Notre société risque ainsi de devenir une société de polytoxicodépendants permettant à toutes et à tous d'ingérer différents produits censés satisfaire tous leurs besoins (que l'on pense ici à la multitudes des médicaments psychoactifs disponibles).

De plus, le «*clubbing*» a fait son apparition au cours de ces dernières années.

Des clubs bien implantés s'efforcent en effet de créer un environnement propice à la «*dance culture*» et accueillent une clientèle régulière qui profite abondamment de leur offre.

L'importance de la consommation de drogues récréatives

Il serait exagéré d'affirmer que la fréquentation de soirées techno implique automatiquement la consommation de substances psychotropes. Il n'en reste pas moins que le lien entre la techno et la consommation de ces substances est évident.

- Une étude réalisée par le SUPEA en collaboration avec l'association Prevtech a montré que, dans les soirées techno en Suisse romande, les drogues les plus consommées, à côté de l'alcool (89%) et du cannabis (73%), sont l'ecstasy (56%), les amphétamines (31%), la cocaïne (40%) et les champignons hallucinogènes (35%). Un nombre notable de «*ravers*» consomment en outre du GHB (22%), des méthamphétamines (18%) et de la kétamine (10%)¹.
- Une étude menée par la Haute école d'économie et d'administration de Zurich (HWZ) conduit à estimer à 24 millions de francs les dépenses pour l'achat d'ecstasy et de cocaïne lors de la Streetparade 2001, en postulant que celle-ci réunissait un million de «*ravers*».
- Selon des enquêtes réalisées par l'ISPA, 40 à 90% des jeunes fréquentant les soirées techno consomment des substances psychotropes. La largeur de cette fourchette tient probablement à la grande hétérogénéité de la scène techno.

Les risques liés à la consommation de drogues récréatives

La plupart des drogues consommées contiennent des substances stimulantes provoquant des effets plus ou

moins entactogènes² ou hallucinogènes; c'est le cas, par exemple, des amphétamines et des produits qui en sont proches, dont l'ecstasy est le plus répandu. Dans une moindre mesure, on consomme aussi des substances calmantes.

La consommation de la plupart des drogues récréatives n'engendre pas de dépendance physique donnant lieu à des effets visibles, comme c'est le cas, par exemple, chez les personnes héroïnodépendantes. Elle comporte néanmoins des risques et des effets négatifs, tels que la déshydratation, des bouffées de chaleur, des signes d'intoxication, des troubles du sommeil, des troubles psychiques (dépressions, psychoses), une dépendance psychologique, une polytoxicodépendance, etc.

Niveau d'information

Le niveau d'information est variable d'une personne à l'autre et dépend des intérêts et des expériences de chacun-e. On peut ainsi rencontrer des «*ravers*» qui, du fait de leur longue expérience dans le milieu techno et de l'usage des diverses drogues qui y circulent, sont devenus de vrais experts en la matière. Diverses enquêtes ont cependant montré que le groupe d'âge qui consomme le plus de drogues dans les soirées (les jeunes de moins de 20 ans) est aussi celui qui est le moins bien informé sur les risques liés à cette consommation et sur les moyens permettant de réduire ces risques (67% des jeunes interrogés étaient insuffisamment informés).

Les défis que la prévention doit relever

La difficulté majeure à laquelle se heurte le travail de prévention tient d'abord à l'hétérogénéité du groupe cible. Pour réussir à toucher le public des soirées techno, il faut ensuite se présenter comme un interlocuteur crédible et proche de la scène. Les

messages de prévention doivent encore être formulés de manière acceptable. Renoncer à dicter des interdits en exigeant l'abstinence et promouvoir une acceptation réciproque, voilà les conditions les plus propices à des interventions de prévention dans le milieu techno.

Un autre problème tient aux clubs eux-mêmes. Beaucoup de propriétaires de clubs rechignent en effet à collaborer avec des intervenants en toxicodépendance, car ils craignent que la réputation et l'image de leur club pourraient en souffrir.

Les objectifs du travail de prévention dans le milieu techno

Tout le monde sait que les jeunes amateurs de soirées techno sont nombreux à y consommer des drogues, prenant ainsi à maints égards des risques excessifs – allant jusqu'à risquer de devenir à brève échéance des polytoxicodépendants «classiques». Partant du constat que l'on a ici affaire à quelque chose d'inéluctable, il faudrait au moins que les amateurs de soirées techno deviennent des consommateurs avisés et conscients des risques. Il est donc essentiel de leur faciliter l'accès à des informations crédibles et à des centres d'accueil professionnels et de repérer les cas à risque le plus tôt possible.

Afin de garantir un dépistage précoce et une orientation pertinente et de trouver un moyen d'accéder directement à la scène techno, il est opportun et nécessaire de collaborer avec les organisateurs de soirées et les propriétaires de clubs. Les deux parties peuvent d'ailleurs en tirer profit. Les organisateurs et propriétaires de clubs ne sont ainsi pas laissés seuls face aux soucis que leur cause une certaine partie de leur clientèle et les intervenants en toxicodépendance sont tenus au courant de l'évolution de la scène et des problèmes posés. Les propriétaires de clubs et les organisateurs de soirées sont en mesure de contribuer concrètement à la

réduction des risques en se déclarant prêts à respecter les codes définis sous un label «*safer clubbing*» et à créer, au sein du club, des conditions permettant de garantir une réduction des risques (en assurant par exemple un accès à l'eau courante, des locaux de repos (chill-out), une limitation du bruit, etc.

Le projet «Pilot P»

Les stratégies opérationnelles mises en œuvre par le Réseau Contact sur la scène techno poursuivent elles aussi les buts définis ci-dessus. Le projet «Pilot P» (P pour «Partydrugs») en constitue le noyau central. Il s'agit d'un projet de prévention novateur, mis en œuvre dans le cadre même des soirées techno et permettant donc d'y toucher directement les consommateurs/trices. Le projet est centré d'une part, sur la diffusion de messages de prévention et d'information objectifs et crédibles et, d'autre part, sur la détection précoce des jeunes en situation à risque et leur orientation

vers des services compétents si nécessaire. Les consommateurs/trices peuvent s'informer auprès d'un stand d'information, où leur sont proposés des papillons et des entretiens avec un-e spécialiste pour savoir comment ils peuvent réduire les risques liés à la consommation. Pour l'essentiel, le message reste le même que lors du projet antérieur «Pilot E»: **«Il n'y a pas de consommation de drogues sans risques. Si l'on entend éviter ces risques, on ne consomme pas de drogues. Si l'on en consomme quand même, il convient de s'informer pour minimiser les risques et les dommages possibles.»** Lors de chaque intervention, un-e représentant-e du centre régional du Réseau Contact est présent pour faciliter l'accès au centre d'accueil local et permettre soit de mettre un terme à la consommation, soit de prévenir le risque de développer une dépendance.

Afin de recueillir des informations objectives et de pouvoir ensuite les communiquer directement aux per-



sonnes concernées, Pilot P travaille conjointement avec un laboratoire d'analyse mobile HPLC (High Performance Liquid Chromatograph) installé sur le lieu même où la soirée se déroule. Ce laboratoire permet de procéder à une analyse précise, qualitative et quantitative, des échantillons de drogues. Les consommateurs/trices ont ainsi la possibilité de faire contrôler par un chimiste les substances (pilules, poudre, capsules) pour savoir si elles contiennent des additifs dangereux ou un dosage trop élevé avant de les consommer. Pour pouvoir bénéficier d'une telle analyse, le jeune doit participer à un bref entretien de conseil et à une interview, deux travailleurs sociaux étant présents à cet effet lors de chaque intervention. Les résultats des analyses de laboratoire et les interviews permettent de dégager les tendances de la consommation et de tenir à jour les informations à donner lors des interventions dans les soirées techno. Le suivi actif des développements actuels et les informations concernant la diversification des drogues récréatives sont particulièrement importants à cet égard.

Grâce au soutien apporté par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale du Canton de Berne, le projet peut être financé par le Fonds d'aide aux dépendances. Le financement de Pilot P est ainsi garanti pour deux ans (fr. 65 000.- par an). Pour la première année (2004), on prévoit de 6 à 8 interventions, et 12 à 14 pour la deuxième année (2005). On arrive à toucher environ 80 ravers par manifestation. Cela signifie qu'un total de l'ordre de 1600 personnes pourront profiter de cette offre pendant les deux ans prévus pour le projet. Si l'on tient compte d'un probable effet multiplicateur, le nombre des bénéficiaires s'en trouvera doublé, voire triplé.

La direction stratégique de Pilot P est assurée par le Réseau Contact, le Service cantonal des affaires sociales et le Service du pharmacien cantonal, le Ministère public et la Police cantonale.

La direction opérationnelle se trouvant au Centre régional de Bienne, on a la garantie que la partie francophone du Canton sera prise en compte par le projet Pilot P, ce qui n'était pas le cas dans le précédent projet Pilot E.

Les évaluations du projet Pilot E ont montré qu'un tel projet est bien accepté par le public concerné. L'acceptation et la crédibilité des informations et des conseils proposés induisent des changements de comportement dans le sens d'une consommation de drogues moins dommageable pour la santé. Une étude réalisée dans l'UE a en outre montré que le testing des drogues est une méthode adéquate pour faire passer de manière convaincante et durable des messages allant dans le sens de la réduction des risques et promouvoir ainsi, s'il y a déjà consommation, un usage « mature » de drogues.

La pratique d'un usage mature de drogues doit être considérée comme une tâche de développement qui ne peut pas se réaliser dans le contexte d'une politique répressive en la matière. Des décennies de prohibition ont bien montré que l'interdiction pesant sur les drogues n'empêche pas les jeunes d'en consommer. Aussi les spécialistes des drogues sont-ils toujours plus nombreux à tableur sur l'acquisition de compétences permettant d'en gérer l'usage plutôt que sur les interdits.

Dans le cadre d'une orientation visant une prise de conscience des risques, les intervenants en dépendances peuvent transmettre aux consommateurs des informations sur les effets et les dommages possibles des substances que ceux-ci transmettent à leur tour à d'autres consommateurs (effet multiplicateur). Cette circulation d'informations entre pairs, marquée jusqu'ici par une connotation très subjective et nourrissant pas mal de mythes, gagne ainsi en objectivité grâce aux analyses de drogues proposées et aux conseils des professionnels.

Etroitement lié au Streetwork biennois, Pilot P dispose ici d'un avantage décisif, car l'équipe du Streetwork a soutenu des jeunes amateurs de techno dans la création de l'association Aware Dance Culture. La collaboration avec ces jeunes permet d'adapter les informations et les interventions de façon optimale à la culture techno. Le réseau mis en place entre Pilot P, Streetwork et ce groupe de pairs permet aussi d'assurer au mieux le dépistage précoce des adolescents et des jeunes adultes ayant besoin d'aide et de les adresser aux services compétents.

En conclusion, l'implication d'intervenants en toxicodépendance, les contacts directs avec la scène techno et la participation active de jeunes amateurs de techno sont trois piliers essentiels garantissant une stratégie d'intervention cohérente dans ce milieu complexe.

Pour toute information :
www.contactnetz.ch/fr/home.html

Note

¹ L. Chinet (et al.), Enquête dans les soirées techno : nouvelles consommations et accès au réseau de soin in: Médecine et Hygiène 2429, 19 mars 2003, pp. 631-634.

² Entactogène : produisant ou renforçant des sensations ou des sentiments

Traduction : Elisabeth Neu

Karin Rüfenacht
(Aware Dance
Culture) et
Alwin
Bachmann
(Streetwork
Bienne)

Créé en 2002 avec l'aide du Streetwork de Bienne, ce groupe de pairs bilingue fonctionne sur les mêmes principes que Prevtch ou Eve&Rave. Son récent site Internet met à disposition les résultats d'une enquête de consommation réalisée en 2003. (Réd.)

Aware Dance Culture : interventions préventives de pairs dans le milieu techno

En anglais, la notion de *peer group* (groupe de pairs) désigne un groupe d'adolescent-es ou de jeunes adultes de même âge ou partageant les mêmes intérêts. C'est dans un tel groupe que se poursuit le processus de socialisation commencé au sein de la famille. Le groupe de pairs aide le jeune à grandir en poursuivant son développement, à se trouver une place dans la société et à s'autonomiser par rapport à sa famille. Les adolescent-es et les jeunes adultes s'identifient fortement à la culture et au milieu auxquels ils se sentent appartenir. Il n'est pas rare qu'ils s'opposent à toute influence du « monde des adultes ». Ils développent ainsi une sorte de résistance vis-à-vis de tout ce qui vient des adultes, ce qui les rend peu réceptifs aux offres traditionnelles relevant du travail social et de la prévention. Si l'on entend les sensibiliser à certaines réalités, valeurs et comportements, il convient donc d'adapter les messages de prévention à la culture prévalant dans leur groupe de pairs.

Les messages doivent en effet être formulés de manière à ce qu'ils soient acceptables pour leurs destinataires. Autrement dit, pour toucher véritablement et durablement le groupe visé, il faut une source d'informations et un médiateur fiables, des moyens de communication adaptés et une bonne connaissance de la culture jeune.

C'est la raison pour laquelle les jeunes actifs, bien intégrés à la scène, conscients des problèmes et formés en conséquence sont les médiateurs les plus efficaces pour faire passer des messages de prévention.

La prévention par les pairs

Dans les domaines de la prévention concernant les dépendances, la violence et la sexualité, les interventions mises en œuvre par les pairs (on emploie également la notion de *peer-education*) sont des interactions entre personnes de même statut (dans le sens qu'elles disposent d'expériences psychosocioculturelles communes). Les compétences et les

ressources des jeunes du même âge, vivant des problèmes semblables et disposant d'un statut égal sont mises à profit pour promouvoir et préserver la santé. La prévention par les pairs consiste en un partage d'informations relatives à la santé, d'attitudes et de modes de comportement entre des jeunes qui se ressemblent à l'intérieur d'un groupe social donné. Le but est de rendre les gens capables de mettre en œuvre leurs propres ressources et celles de leur réseau social pour contribuer à leur manière à la réduction des risques et des dommages (dans le sens d'une aide à s'aider soi-même).

Faire intervenir des pairs est considéré comme particulièrement pertinent pour la prévention des problèmes de drogues, car les professionnels adultes ont souvent de la peine à entrer dans le milieu de la drogue, particulièrement dans l'univers de la techno. Les amis, les connaissances, voire des inconnus de même statut y ont accès beaucoup plus facilement et sont de toute façon les principaux vecteurs de messages et de compé-

tences concernant la consommation de drogues. Disposant d'une certaine expertise sur les modalités d'action et d'utilisation et sur les dangers des diverses substances, les pairs expérimentés et/ou formés sont aussi en mesure de faire passer des messages de prévention.

Pourquoi la prévention par les pairs est-elle efficace ?

On assiste à une augmentation constante des projets de prévention par les pairs; cela tient notamment au fait que les méthodes traditionnelles de prévention se sont assez souvent révélées peu efficaces. A maints égards, faire intervenir des pairs semble particulièrement pertinent lorsqu'il s'agit de promotion de la santé. Parce que les jeunes les considèrent comme crédibles, les pairs peuvent en effet les amener à réfléchir à leurs comportements et à y apporter des changements.

Du point de vue théorique, cela s'explique par la théorie de l'apprentissage social: les pairs jugés crédibles fonctionnent comme modèles positifs et comme personnes clés dont les autres tendent à imiter les comportements raisonnables.

Les développements plus récents de la notion d'empowerment jouent aussi un rôle essentiel dans la théorisation de la prévention par les pairs. L'intervention par les pairs est conçue de manière à permettre à des groupes cibles déterminés d'acquérir les compétences nécessaires pour pouvoir organiser leur mode de vie de manière autonome. En adoptant des attitudes constructives et des modes de comportement favorables à la santé, les pairs eux-mêmes et les jeunes visés acquièrent des compétences qui leur permettent de prendre leur existence en main en étant mieux informés, plus sûrs d'eux-mêmes, plus aptes à communiquer et à développer leurs ressources personnelles. Les comportements étant appris dans le cadre d'interactions au sein du groupe (sous-culture), les pairs, une fois bien acceptés par le

réseau du fait de leurs activités permanentes, peuvent agir positivement sur les valeurs, les normes et les codes de conduite adoptés par ce groupe.

A l'heure actuelle, on dispose encore de peu de connaissances scientifiques sur l'efficacité de la prévention par les pairs. Beaucoup d'auteurs sont cependant convaincus de cette efficacité - notamment parmi les pairs eux-mêmes. On dispose en tout cas de résultats indiquant que cette méthode d'intervention contribue notablement au renforcement de la personnalité des membres du groupe et à leur développement en général, en leur permettant de se construire une identité, de bénéficier d'un soutien affectif, d'une aide à se séparer de leurs parents et d'acquérir des valeurs et normes nouvelles. Les données empiriques existantes permettent en outre de dire que les interventions des pairs sont effectivement de nature à transmettre davantage d'informations sur les drogues et les modes de consommation et de modifier les attitudes vis-à-vis de cette dernière. On ne peut pourtant pas encore tirer de conclusions définitives quant aux changements durables des comportements.

Actions nécessaires

La diversité des substances psychoactives et leur consommation ont fortement augmenté sur la scène techno au cours de ces dernières années. Selon certaines études, 40 à 90% des jeunes qui fréquentent ces soirées consomment régulièrement ou occasionnellement des produits psychotropes. On considère que les principaux problèmes sont la tendance croissante à mélanger différentes substances et l'abaissement de

l'âge des consommateurs et des dealers. Ces très jeunes consommateurs étant souvent mal informés, ils encourent des risques difficilement mesurables pour leur santé physique et psychique. Afin de minimiser les risques et les dommages, il est nécessaire d'adapter la prévention secondaire dans le milieu techno. Pour ce faire, il convient de récolter et d'évaluer les données médicales, pharmacologiques, psychologiques, sociologiques, ainsi que les connaissances sur la scène elle-même. Des projets proches de la scène, tels que la prévention par les pairs décrite plus haut, se prêtent particulièrement bien à la diffusion des connaissances ainsi rassemblées.

Aware Dance Culture Bienne

Après plus de dix ans d'existence de la culture techno en Suisse, la scène a considérablement évolué. Le besoin d'information des consommateurs, des multiplicateurs et des institutions reste important. Aware Dance Culture est une organisation pratiquant sur cette scène l'information sur les drogues et la prévention. Elle s'est inspirée d'autres projets analogues, comme Crew2000 (GB), Eclipse Berlin (D), Eve&Rave (D/CH), Prevtech (CH) entre autres.

Ce programme bilingue a été créé en mai 2002 avec l'aide de Streetwork Biel/Bienne. Il compte une quinzaine de collaboratrices et collaborateurs âgés de 18 à 27 ans et parlant le français et l'allemand. Ces personnes s'intéressent à la scène techno de la région de Bienne et la connaissent de l'intérieur. Certains d'entre eux ont une expérience personnelle des drogues récréatives, mais ce n'est évidemment pas une condition pour l'engagement. Les collaborateurs/trices viennent d'horizons profession-

La prévention par les pairs dans le milieu techno

nels très divers. Grâce à la diversité des caractères, des compétences et des classes d'âge et à la familiarité avec le monde de la techno, les conditions sont réunies pour réussir à toucher le groupe hétérogène des amateurs de soirées. Depuis mai 2002, les membres se réunissent une fois par mois, ce qui permet au groupe d'aborder des questions d'organisation et de préparer la suite du planning. Pour assurer les tâches administratives de manière autonome, un poste de secrétariat à temps partiel a été créé ; il est occupé par deux membres de l'association. L'association est organisée en différents groupes qui travaillent en réseau. En fonction de leurs intérêts et de leurs compétences, les membres peuvent faire partie de différentes équipes: stands events, formation continue et ateliers, relations publiques, web et matériel d'information. Le secrétariat assure la circulation de l'information.

Groupe cible

Le groupe cible d'Aware Dance Culture est essentiellement le public fréquentant les soirées techno et plus particulièrement les consommateurs/trices de drogues récréatives et leurs proches. L'association entretient aussi des contacts avec les organisateurs de soirées, les propriétaires de clubs et les services de sécurité et souhaite établir des collaborations en vue d'assurer de bonnes conditions sanitaires dans les clubs et les soirées.

Les buts d'Aware Dance Culture

Le but premier d'Aware Dance Culture est le dépistage précoce des consommateurs/trices particulièrement en danger et la réduction des risques et des dommages dans le milieu techno. Différentes mesures visent à sensibiliser ce milieu aux risques et aux impératifs de santé et de renforcer les compétences permettant soit de renoncer aux dro-

gues soit d'en faire une consommation prudente. Les personnes concernées doivent en effet apprendre à devenir des consommateurs adultes, qui réfléchissent à ce qu'ils font et en assument la responsabilité. Pour que le milieu de la communauté techno puisse agir de manière vraiment compétente et constructive, il faut sensibiliser les personnes qui y sont bien intégrées en leur proposant une formation assurée par des pairs formés eux-mêmes et par des centres spécialisés. Pour réussir à diffuser des connaissances et des informations fondées, le mieux est de compter sur l'effet boule de neige (multiplicateurs).

En s'associant avec d'autres acteurs (spécialistes, organisateurs, DJ's, autorités, public, etc.), le groupe a par ailleurs pour but de réunir les informations scientifiques et les connaissances de la scène pour les mettre en forme et les diffuser ensuite dans le milieu concerné.

En procédant ainsi, Aware Dance Culture ne s'adresse pas qu'à l'extérieur, mais aussi à ses propres membres qui ont des problèmes de consommation en leur proposant un cadre sécurisant, dans lequel ils trouveront des ressources en parlant avec d'autres membres.

Finances

La majorité du travail fourni est assuré bénévolement par le groupe (séances de coordination, formations continues internes, recherches personnelles concernant les scènes, les tendances, les substances). En attestation du travail fourni, les membres reçoivent un certificat délivré par «Action bénévole». Sous la forme d'un dossier personnel, ce certificat comporte des documents pouvant être utilisés lors d'une postulation ou d'une reprise d'activité professionnelle (pour plus d'informations, www.sozialzeitausweis.ch / www.benevol.ch).

Seule la présence aux stands est rémunérée, car le travail sur le terrain (stands) demande un engage-

ment important et une grande discipline, et répond à des besoins relevant de l'utilité publique.

Le financement de l'association est assuré pour deux ans par le Bureau suisse pour la réduction des risques liés aux drogues BRR (43 110 francs en 2003 et 26 410 francs en 2004). Le projet a pu être réalisé grâce à cette aide au démarrage et au soutien du Streetwork Biel/Bienne.

2004). A l'issue de ces deux années, l'association devrait pouvoir s'autofinancer par ses propres recettes (manifestations à but lucratif, cotisations, vente de livres, etc.), des contributions de sponsors et de donateurs et avec l'aide des services publics qui la reconnaîtront comme institution d'utilité publique.

Principales actions

Tenue de stands (drogues récréatives) sur le lieu de soirées techno

Le groupe assume environ deux présences par mois dans un certain nombre de manifestations se déroulant dans la région de Bienne et de Berne et parfois dans d'autres régions. Un stand d'information est installé, avec l'accord ou sur demande de l'organisateur, dans un endroit tranquille. On y distribue gratuitement du matériel de prévention: feuillets d'information, tampons auriculaires, préservatifs, glucose et comprimés de sels minéraux. En cas de besoin, de l'eau et des fruits sont distribués d'entente avec les organisateurs.

Ces stands permettent de nouer sur place des contacts avec le groupe cible. De deux à quatre conseillers y sont présents et peuvent être consultés à tout moment à propos de questions relatives aux drogues récréatives, au safer use, à la santé, à la dépendance, au safer sex, etc. A côté des entretiens d'information et de conseil, les clients sont dirigés, en cas de besoin, vers des centres spécialisés. La présence régulière sur la scène permet de maintenir des contacts et de se faire une idée des tendances



www.trance-ch.com

récentes en matière de consommation de drogues et des problèmes qui en découlent.

Offre sur Internet

Le site Internet de l'association www.awaredance.ch est disponible depuis fin avril 2004. A côté d'informations sur l'association et ses activités, il propose des informations sur les substances plus ou moins connues contenues dans les drogues récréatives, ainsi que sur l'alcool, le tabac et le cannabis. Une place particulière y est accordée aux informations relevant de la promotion de la santé et de la réduction des risques. Les visiteurs peuvent notamment y apprendre comment il convient de se comporter en cas d'urgence. Les services proposés comportent des mises en garde contre des substances actuellement en circulation et une aide personnelle. Les conseillers présents sont des membres formés à cet effet. Une connexion directe avec Streetwork Biel/Bienne est en outre proposée.

Sessions de perfectionnement et d'information

Les sessions de perfectionnement organisées par l'association (groupe de travail 'formation continue et ateliers') portent sur l'information sur les substances, les premiers secours en matière de drogues et le travail de conseil. Ont eu lieu jusqu'à présent un cours de premiers secours (animé par des spécialistes des urgences), un cours sur le travail de conseil (animé par un travailleur social) et un cours sur les substances elles-mêmes. Il est prévu de répéter ces cours de manière régulière.

Les participant-es au cours sont avant tout des membres de l'association qui pourront, en tant que pairs, diffuser au sein de la culture techno les connaissances qu'ils auront acquises. De plus, l'association organise également des séances publiques d'information. A l'avenir, il est prévu d'organiser des cours et des séances d'information dans les écoles, des associations de parents, etc. Dans le cadre de la campagne Saferclubbing,

on pourrait aussi envisager d'organiser des cours à l'intention du personnel employé dans le cadre des clubs et des manifestations.

Organisation de manifestations à but lucratif

L'organisation de manifestations à but lucratif permet au groupe de s'adresser au public et de gagner de l'argent pour financer ses activités. Par ailleurs, l'association contribue à la promotion de la culture techno en proposant aux jeunes de la scène d'apprendre à organiser des soirées techno ayant valeur d'exemple.

Recherche

L'association s'efforce de rassembler et de diffuser les résultats les plus récents de la recherche. Elle organise également des enquêtes par questionnaire sur les comportements en matière de consommation lors des soirées techno. La planification et l'évaluation des enquêtes sont réalisées par des membres disposant des connaissances requises en matière de statistiques et de recherche sociale. Les résultats sont accessibles via notre site Internet.

Travail en réseau

Aware Dance Culture bénéficie pour une part du soutien et des conseils de Streetwork Biel/Bienne pour assurer la coordination, la formation et le perfectionnement. Lors des interventions dans la région de Bienne (stands notamment), un-e collaborateur/trice de Streetwork Biel/Bienne est normalement présent. Lors d'interventions dans d'autres régions, une collaboration est prévue avec les centres régionaux de prévention (Triage). L'association échange également des expériences avec d'autres projets de prévention par les pairs tels que Eve&Rave et Prevtech.

Il existe en outre une collaboration entre Aware Dance Culture et Pilot P. Pilot P est un programme de testing de drogues lancé par Contact Netz (voir aussi www.contact-netz.ch) et réalisé dans le cadre de soirées techno. La coopération de pairs facilite l'accès aux amateurs/trices de

techno et permet une large diffusion des messages de prévention et des informations concernant des substances particulièrement dangereuses.

Perspectives et conclusion

Les principaux objectifs pour l'année 2004 sont de trouver de nouveaux membres, d'assurer la planification stratégique et la recherche de sponsors, la présentation régulière à des soirées techno et de se faire connaître sur la scène. En vue d'assurer la qualité du travail de prévention, il est prévu d'assurer une meilleure formation continue des collaborateurs/tri-

ces, un développement des divers médias (offre Internet) et une évaluation de la mise à disposition de stands d'information.

La situation actuelle d'Aware Dance Culture permet d'espérer un développement du projet. Travailler davantage en coopération avec des pairs permet de modifier les opinions et les comportements dominants et de battre en brèche les informations fallacieuses et les légendes liées à la culture techno. Il suffit en effet de quelques pairs bien formés et acceptés sur la scène pour exercer durablement une influence positive sur la culture techno dans le cadre d'un processus d'autorégulation.

Sources :

Bundeszentrale für gesundheitliche Aufklärung BZgA (2002): Drogenkonsum in der Partyszene.

Parkin, S. & McKeganey, N. (2000): "The rise and rise of peer education approaches." *Drugs: education, prevention and policy* 7(3), 293-310.

Bundeszentrale für gesundheitliche Aufklärung BZgA (1999): Wissenschaftliche Grundlagen, Teil 2: Jugendliche.

Suchtmagazin (2003): Partykultur und Pillentesting, 29(3).

Concept „Aware Dance Culture“ (2004). En ligne sous www.awaredance.ch

Traduction : Elisabeth Neu

Le prix Aeberhardt récompense des contributions exceptionnelles à la promotion de la santé

Fondée en 1981 par l'ingénieur et entrepreneur Eduard Aeberhardt, la Fondation Aeberhardt soutient des activités à caractère humanitaire visant à promouvoir la santé et décerne des prix. Depuis 2004, le prix Aeberhardt est régi par de nouvelles règles.

Récompense

Le prix Aeberhardt récompense des personnes, des équipes ou des projets apportant une contribution exceptionnelle dans le domaine de la promotion de la santé en Suisse. Le prix est doté de 30'000 francs suisses. Il sera décerné annuellement, et pour la première fois en octobre 2004.

Critères régissant l'octroi du prix

Le jury évalue la contribution de la candidate ou du candidat en fonction de l'impact du projet sur la promotion de la santé: thème significatif, nombre de bénéficiaires, originalité de l'idée, efficacité de la mise en œuvre, succès attestés, caractère pionnier, efficacité durable, effet de signal pour d'autres, potentiel de développement.

Candidature / proposition

Toute personne majeure peut présenter sa candidature au prix ou proposer d'autres personnes et groupes. Délai de dépôt des candidatures et des propositions: le 31 juillet 2004.

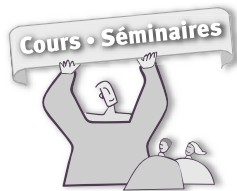
Le dossier de candidature doit comporter des informations précises sur la contribution fournie, le respect des critères et les références citées.

Une proposition permet de suggérer de décerner le prix à une personne, une entreprise ou une institution qui a contribué de façon remarquable à la promotion de la santé en Suisse.

Informations détaillées

auf www.aeberhardt.ch

Fondation Eduard Aeberhardt
Case postale 4101
8021 Zurich



Perfectionnement professionnel ARIA

Etablir, gérer et maintenir une collaboration avec le patient dans la relation d'aide ou de soins

Aspects introductifs à la diversité des approches psychosociales / cliniques

Charly Cungi

3 journées - les lundis 6 septembre, 25 octobre et 22 novembre 2004

Violences familiales et addictions

François-Xavier Colle

1 jour - mercredi 22 septembre 2004

Sexualité, procréation et toxidépendance

Adeline Quach - Françoise Méan - Marie-Ange Calatayud

1 jour - le mardi 28 septembre 2004 (Complet)

nouvelle édition : mardi 25 janvier 2005

Cycle de formation pour assistantes médicales et secrétaires

Christiane Treyer, Jean Zufferey

8 mercredis sur 2 ans - début les 29 septembre, 24 novembre 2004, puis 6 dates, une fois par trimestre

Traumatismes et dépendances: approches utiles et renforcement des compétences de l'usager

Daniel Peter - Pierre Jaquier - Roland Gammeter - Isabel Eiriz - Philippe Conne - Christine Davidson - Philippe Maso

3 jours - mercredi 3, jeudi 4 et vendredi 5 novembre 2004

Réduire les risques liés à l'injection et prévenir les overdoses

Jacqueline Reverdin - Emmanuel Ducret et /ou Béatrice Gomez Rogers - Thierry Musset

première édition : 2 jours - mardi 14 et mercredi 15 décembre 2004

deuxième édition : 2 jours - mercredi 11 et jeudi 12 mai 2005

Travailler avec les émotions dans le suivi de l'usager.

Approche par l'analyse transactionnelle et la théorie de l'attachement

Frédéric Neu

5 matinées - les lundis 17 et 24 janvier, 11, 25 avril et 2 mai 2005

Face à la psychose

Charles Bonsack - Didier Vasseur - Thomas Haefliger - Jérôme Favrod

1 jour - le mardi 22 février 2005,

Prise de risques, prise en charge et contrainte, quelles articulations?

Renaud Stachel - Guy Hardy- Louis Sansonnens - Jean-Luc Baierlé

1 jour - mardi 8 mars 2005

Addictions sans substances: le jeu excessif

Christian Osiek - Patrick Rouget - Jean-Dominique Michel - Yaël

Liebkind - C. Davidson - Olivier Simon - Laurence Aufrère

3 jours - lundi 18, mardi 19, mercredi 20 avril 2005

Modules de formation fordd

Co-dépendance

2 septembre 2004 ou 10 mars ou

29 septembre 2005

P. Jaquet - P. Beytrison - Secteur formation, Les Oliviers

Etablir, gérer et maintenir une collaboration dans la relation d'aide ou de soins, aspects introductifs à la diversité des approches psychosociales/cliniques

6 septembre, 25 octobre, 22 novembre 2004

C. Cungi

Orientation et repères fondamentaux de sciences sociales dans le champ des addictions

23, 30 septembre et 10 novembre 2004

J.-D. Michel - V. Dupertuis - C.-Nils Robert - C. Tinguely - F. Dubois-Arber - N. Dietrich - O. Guéniat - L. - P. Roy

Traumatismes et dépendances: approches utiles et renforcement des compétences de l'usager

3, 4, 5 novembre 2004

D. Peter - R. Gammeter - I. Eiriz -

P. Conne - P. Jaquier -

C. Davidson - P. Maso

Journée d'approfondissement de la pratique de l'entretien motivationnel

8 novembre 2004

F. Bourrit - C. Davidson - P. Gache

Addictions et travail sous contrainte

1, 2, 3, décembre 2004

B. Gravier - M. Benmebarek -

P. Delacrausaz - A. Galizia - H. Nüoffer

Les produits psychotropes et la réduction des dommages sanitaires

6, 7 et 8 décembre 2004

M. Croquette-Krokar - N. Feldman -

R. Khan - M. Monnat

Réduire les risques liés à l'injection et prévenir les overdoses

14, 15 décembre 2004

Jacqueline Reverdin - Emmanuel

Ducret - Béatrice Gomez Rogers -

Thierry Musset

Fil Rouge

Animer un groupe de prévention avec des adolescents

D^r Alain Perroud

4 jours - les lundis 13 et 27 septembre et les jeudis 28 octobre et 11 novembre 2004

Programmes complets et informations :

ARIA - fordd - Fil Rouge

Case postale 638 - 1401 Yverdon

Tél. 024 426 34 34 - fax 024 426 34 35

e-mail great.aria@span.ch

dépendances



Revue éditée par

sfa/ispa

